Vol 18 # 26 • Du 24 au 30 Décembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Eske fantom 509 pral reprann sèvis?

Page 6

JAMES FOLEY RÉCLAME UNE INTERVENTION AMÉRICAINE EN HAÏTI!



Voir page 3

L'ancien ambassadeur américain en Haïti de 2003 à 2005 vient de réclamer une nouvelle intervention militaire étrangère en Haïti

In Haiti, Young People Are Driving a Vodou Revival

Page 9



Triste réalité politique, économique et sociale en cette fin d'année 2024

Page 7

L'UASD : PAS DE DISCRIMINATION AUX ÉTUDIANTS DOMINICAINS D'ORIGINE HAÏTIENNE !



Voir page 4

Le Mouvement Reconoci-do rappelle à l'Université Autonome de Saint-Domingue (UASD) de ne pas discriminer les étudiants dominicains d'origine haïtienne



Lorsque la Grande-Bretagne a aidé Al-Qaïda en Syrie !

Page 10



États-Unis : grève nationale des chauffeurs d'Amazon

Page 17

HAITI LIBERTÉ

Non à la vassalisation et à l'indécence !

Par Berthony Dupont

Il y a des actions de nos classes dirigeantes qui nous font pleurer de honte et de colère, car elles humilient notre peuple et attaquent la fierté de ses racines. Elles nous envoient également un signal indiquant que ces individus sont des farces pathétiques, des vassaux engagés à ne faire aucun effort pour mettre fin à ce conflit multidimensionnel qui secoue le pays. Dans cette symphonie macabre, aucune initiative sérieuse n'est prise, pas même un signe donnant la moindre lueur d'espoir malgré les milles menaces pesant sur le dos du pays. Ces représentants authentiques de la classe politique se perçoivent comme impuissants et sont mêmes prêts à se laver de toute responsabilité dans la situation sans précédent qui fait rage au pays.

Ces politiciens rivalisent une fois de plus d'indécence au lieu de s'attaquer à la source de nos problèmes cruciaux. Ils se persuadent qu'il ne faille rien faire pour éradiquer le mal qui nous ronge, pour ensuite remettre sur les rails un pays handicapé depuis des décennies. Pourtant, les masses attendent d'eux qu'ils se sacrifient pour résoudre les problèmes urgents qui prennent des proportions inquiétantes. Or, ils ont choisi de nager, certes, dans une confusion totale, pas pour essayer de s'en sortir du labyrinthe mais pour s'accrocher de préférence à tort à leur dessein destructeur sans vouloir assumer les conséquences néfastes du chaos.

C'est la résultante d'une faillite collective de la classe politique traditionnelle et d'un système antinational l'englobant qui s'amplifie avec plus de résonnance et nous enferme dans cet étau. On ne peut pas attendre à cette classe politique parasite, vivant au dépend des ennemis d'Haïti de nous donner ce qu'elle n'en a pas : la fierté. Car, elle n'a pas, en effet, la capacité idéologique ni la volonté politique de se sacrifier pour son pays. En aucune circonstance, elle ne peut imaginer l'avenir autrement puisque son point fort est de profiter au maximum de l'anarchie et de vivre de la mauvaise gouvernance qu'elle a initié.

A dire vrai, c'est en aucune façon pour satisfaire les revendications des masses populaires que le Conseiller-Président Leslie Voltaire, sans aucune retenue, s'est adressé au Président Nicolas Maduro, *« Nous sommes confrontés actuellement à un problème de violence de bandes armées qui terrorisent la population. C'est pourquoi nous demandons aux frères de l'Alba une aide sécuritaire et alimentaire »*.

En réalité, cette fausse demande apportant la preuve, d'un déséquilibre dans les relations existant entre ce gouvernement et les Etats voisins d'Haïti et qu'en vérité, il n'y a aucun esprit d'effort national à l'horizon.

Regardez monsieur Voltaire comment il vous a été facile de vous adresser au Président Maduro pour poser la problématique de l'insécurité. Alors, qui vous a empêché de vous adresser de la même manière au Président dominicain Luiz Abinader afin d'arrêter les déportations massives et le traitement inhumain à l'égard de nos compatriotes travaillant de l'autre côté de la frontière ? Cela illustre en méprisant nos compatriotes en République dominicaine, vous ne vous **s'**apitoyez pas vraiment sur le sort des haïtiens en général.

On fini par comprendre que c'est le cadet de vos soucis. Tout ce qui vous préoccupe c'est de quémander de l'aide à autrui. Cette sollicitation auprès du Président de la République bolivarienne est plus économique que politique. C'est l'indécence qui a atteint son paroxysme dans la mesure où ce qui est particulièrement grave, c'est le dessein sinistre qui se cache derrière cette demande, celui de faire beaucoup de fric comme ça a été le cas avec les millions de dollars de Petro Caribe détournés et empochés par de précédents officiels de gouvernement sans scrupule aucun. D'ailleurs, le Venezuela a déjà consenti d'énormes sacrifices pour aider le peuple haïtien à sortir de son marasme. Mais les gouvernements mendiants du même acabit social que le Conseil Présidentiel de Transition ont fini par piller et gaspiller cette aide.

Qu'est-ce qui a changé depuis lors pouvant convaincre la Révolution bolivarienne, l'Alba et le peuple haïtien lui-même que l'aide qu'on l'aura octroyé ne sera pas à nouveau détournée, dilapidée, volée avec autant de cynisme, d'agressivité par ces mêmes acteurs de la classe politique comme cela a été pour le fonds PetroCaribe ?

D'autant plus que les contributions vénézuéliennes sont toujours ignorées, oubliées par les dirigeants haïtiens, quand il s'agit de s'aligner ou de défendre la position impérialiste occidentale, notamment Washington, contre les gouvernements progressistes du Venezuela. Le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) n'a jamais salué la victoire de Nicolas Maduro aux dernières élections présidentielles de juillet dernier et a même voté à l'OEA pour le recomptage des votes. Au lieu d'exhiber ses velléités à recevoir des fonds, le CPT devrait de préférence créer les moyens de reconstruire l'Etat à l'exemple du Président Mzee Laurent Désiré KABILA à son arrivée au pouvoir en République démocratique du Congo. Les occidentaux avaient espéré le voir servir leurs intérêts comme au temps de Mobutu en l'offrant de l'aide.

Il avait déclaré à Bill Clinton, Président des Etats-Unis d'alors, *« ayant une vision claire de ce qui se passe dans mon pays, je n'ai pas besoin d'aucune aide pour le moment jusqu'à ce que j'ai fini par mettre de l'ordre. Tout aide reçue maintenant passera comme de la fumée dans ce désordre qui règne ici.»* Bien que sa réponse avait forcé au plus vite la CIA de planifier et préparer son assassinat, Kabila cependant avec courage disait la vérité, et faisait montre de son patriotisme à restaurer avant tout l'Etat de droit, la stabilité avant de s'aventurer à recueillir de l'aide, de l'argent ou de n'importe quoi. Ce ne sont que des mercenaires qui sont plus que disposés à mendier, voler et dévaliser les banques plutôt qu'à travailler à construire un pays, à le débarrasser de la domination des formes les plus corruptrices de pouvoir et d'exploitation des masses.

Ce régime de Transition ne nous réserve qu'un avenir de mendicité excessive. Que devons-nous espérer d'autre, quand ces Conseillers Présidentiels ne rêvent que de leur réussite personnelle et s'en foutent de tout ? C'est pourquoi ils ne peuvent apporter la moindre transformation dans les conditions de vie des masses défavorisées ! Les faits sont criants et ne sont que continuités dans le déni.

Un tel comportement indigne ne reflète pas le peuple haïtien, mais celui d'un pouvoir fantoche, d'atouts-faits, de charlatans, d'affairistes prêts à s'avilir, à se ramper, à se prostituer, bref, prêts à faire n'importe quoi ! Cet appel de la Villa d'Accueil à l'Alba est une attitude irresponsable, antipatriotique, une démarche indécente exprimant la vassalisation d'un régime de voyous pourris et corrompus pour soutirer de l'argent à n'importe quelle condition. Ce tableau triste est sans doute incomplet néanmoins, il reflète la vérité.

Sauf un gouvernement populaire, progressiste et révolutionnaire n'étant pas inspiré et téléguidé par l'impérialisme pourrait et devrait jouer impérativement un rôle de solidarité active avec d'autres pays frères de la Caraïbe et de l'Amérique latine sans se donner dans la mendicité et le vol afin que le peuple haïtien soit renforcé dans sa dignité, son honneur et son prestige dans sa lutte de libération. Non à la vassalisation et à l'indécence sans limite !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

James Foley réclame une intervention américaine en Haïti!



Foley souhaiterait une intervention militaire de Donald Trump en Haïti



Par Henriot Dorcent

L'ancien ambassadeur américain en Haïti de 2003 à 2005 vient de réclamer une intervention militaire étrangère en Haïti.

En effet, James Brendan Foley, 20 ans après la dernière intervention militaire américaine en Haïti du 29 février 2004, a réclamé, le 20 décembre 2024. Dans un article titré :



Le conseiller Leslie Voltaire

« Biden n'a pas pu vendre une intervention en Haïti. Trump le peut, et il devrait » traduit et publié par le quotidien Le Nouvelliste, l'ancien ambassadeur américain invite la nouvelle administration américaine de Donald Trump à une nouvelle intervention militaire en Haïti.

Selon lui : « *Une intervention ordonnée par Trump pour secourir la population sera brève, réussie et applaudie. Un petit contingent américain, après avoir libéré les infrastructures clés de Port-au-Prince du contrôle des gangs, pourrait rapidement céder la place à des contractants militaires privés qui soutiendraient la mission kényane jusqu'à l'arrivée d'une opération de maintien de la paix de l'ONU à part entière* ». Quoiqu'il ait admis que Donald Trump *« est opposé aux guerres sans fin et aux dépenses inutiles de vies et de ressources américaines à l'étranger »*. Je ne cesserai de l'écrire : tous les moyens sont bons!

D'une façon ou d'une autre, il faut préparer l'opinion publique haïtienne et internationale a une éventuelle expérimentation de la Global Fragility Act de 2019 en Haïti., alors que le laboratoire du pire et de la théorie du chaos va intensifier le climat d'insécurité dans le pays et prôner l'affrontement entre la police/population et les groupes armés dans une ambiance de carnage, de génocide et de massacre déguisée en *Bwa kalé* dans le but de forcer, par la manipulation les dirigeants illégitimes du Conseil présidentiel de la transition CPT, la réclamation d'une intervention militaire étrangère en Haïti en bon pompier pyromane comme la seule solution de réduire l'insécurité dans la zone métropolitaine pour la reprise d'une vie normale.

L'infâme Ariel Henry en Octobre 2022 avait réclamé la mission internationale d'appui à la sécurité en Haïti MMS. L'actuel président en rotation du Conseil présidentiel de la transition (CPT), Leslie Voltaire a réclamé en Octobre 2024 la conversion de la force multinationale d'appui à la sécurité en Haïti MMS en une force de maintien de la paix des Nations- unies. Les démarches sans honte d'un William Pape, protégé de la Clinton Fondation, lors de la réunion d'information du Conseil de sécurité de l'ONU le 20 novembre 2024 ne suffisaient pour convaincre la Chine et la Russie pour approuver la requête de Leslie Voltaire. Évidemment la montée de l'insécurité avec les soit disant attaques sur les aéronefs de Jet Blue et de Spirit Airlines ne suffisaient pas pour la mise en scène finale, il nous faudra d'autres scènes de crimes et de chaos.

Et comme ce n'est pas assez pour l'ex-Ambassadeur James Brendan Foley, il brandit la menace de l'invasion des immigrés Haïtiens sur les côtes de la Floride: « *Les esprits à Washington se concentreront sûrement si des dizaines de milliers de Haïtiens désespérés prennent la mer en direction des États-Unis* ». Il rappelle *« la décision abrupte du président Bush d'intervenir a été en partie motivée par une nécessité politique : empêcher un afflux de migrants vers la Floride pendant l'élection de 2004 »*, l'ex-ambassadeur James Brendan Foley renchérit : *« L'anarchie totale et la famine de masse en Haïti auront un impact mondial »*.

Dans un sens, Foley se réfère aux vraies raisons de la Global Fragility Act, il s'agit de barrer l'influence de la Chine en Haïti. Il indique dans sa plaidoirie : Si Washington refuse d'intervenir, la porte s'ouvrira à une puissance étrangère, comme la Chine, pour combler le vide ». encore une nouvelle fois la menace de la Chine populaire dans la basse-cour de la doctrine de Monroe, une doctrine dépassée et renversée par les luttes émancipatrices des peuples de l'Amérique latine et de la Caribe, tels : Cuba, Grenade, Nicaragua, Bolivie, Venezuela etc… etc… pour ensuite se féliciter de la répression des masses populaires qui résistaient à l'époque contre le coup d'état du 29 février 2004 : « Et pourtant, dans les six mois suivant mon arrivée, 2 000 marines américains étaient sur place pour réprimer l'anarchie croissante ».

Voilà en gros pour les naïfs, pour les opportunistes, les normalisateurs, les vendus de la presse, les agents de l'impérialisme, les inconscients, les exploiteurs des classes dominantes locales, une brève description de la manipulation des évènements pour justifier une nouvelle occupation militaire d'Haïti. La lutte ne fait que commencer! Et l'histoire ne nous pardonnera pas, pour répéter Vladimir Ilitch Oulianov, Lénine.

Non à toute ingérence étrangère en Haïti, Non à l'expérimentation ni l'application de la Global Fragility Act of 2019 en Haïti.

En savoir plus sur Haïti !

Par Esther Hernández-Medina*

Si nous voulons vraiment avoir une immigration réglementée et une relation harmonieuse avec Haïti, nous devons arrêter de faire ce que nous avons toujours fait. Nous avons besoin de nouvelles politiques avec de nouvelles idées. En savoir plus sur Haïti et son histoire en fait partie.

« Toute histoire est construction. L'avenir est, tout comme le passé, une construction de ceux qui décident de vivre d'une certaine manière » Frank Moya Pons.

Il y a quelques jours, j'ai répondu à une question qui m'a été posée en ligne sur ce que le gouvernement dominicain devrait faire à l'égard d'Haïti et je l'ai fait en résumant plusieurs des propositions que des experts en la matière font depuis des années. À ma grande surprise, la proposition qui a suscité le plus de réactions négatives a été lorsque j'ai proposé qu'elle nous aiderait beaucoup à en apprendre davantage sur l'histoire d'Haïti. Cette idée n'est pas nouvelle car il existe des organisations des deux côtés de l'île qui depuis des décennies cherchent à améliorer les relations entre les deux pays en réalisant des échanges, des visites éducatives, des programmes d'enseignement respectivement du créole et de l'espagnol, entre autres, et il existe tout une tradition de collaboration entre intellectuels des deux pays qui a connu son âge d'or lorsqu'ils ont coïncidé au Mexique dans les années 70. J'ai réalisé plus tard que ces réactions n'auraient pas dû me surprendre car, au moins en partie, de tels commentaires indiquent que de nombreuses personnes comprennent l'immense pouvoir de la connaissance et des idées ; même ceux qui ont essayé de minimiser le problème en disant que je voulais résoudre les problèmes « par la rhétorique ».

Avec l'arrogance qui caractérise souvent les gens des pays plus puissants dans leurs relations avec les pays moins puissants, plusieurs personnes ont répondu que nous n'avions pas à en apprendre davantage sur Haïti. Ce type de réponse est assez courant chez nous, car en République dominicaine, nous avons été tellement conditionnés à considérer Haïti comme un problème et ses ressortissants comme des êtres inférieurs qu'il y a des gens qui croient vraiment à ce mythe et, pire encore, croient que c'est un problème pourquoi nous pouvons faire ce que nous voulons. Les mêmes personnes qui m'ont fait valoir, offensés, qu'il n'était pas vrai qu'il y ait de l'anti-haïtianisme dans notre pays, ont procédé (même dans la même phrase !) à « expliquer » que le problème est que les Haïtiens « sont paresseux », « ils n'ont aucune vision », « ils sont responsables de leurs problèmes » et bien d'autres insultes envers le peuple haïtien (et envers moi) que je ne vais pas répéter ici.

Ce sentiment de supériorité et cette volonté de résoudre les problèmes entre la République dominicaine et Haïti en bloquant le soleil avec un doigt ne nous mènent nulle part. Et il est vrai que cette tendance à ne mettre en valeur que l'histoire qui nous convient n'est pas quelque chose que nous faisons uniquement en République Dominicaine. De nombreux pays ont l'habitude de passer sous le tapis les actes terribles qu'ils ont commis. Dans notre cas, nous le faisons, par exemple, avec le massacre des Haïtiens et des Dominicains d'origine haïtienne en 1937, dont personne ne se souvient par hasard lorsque nous parlons de la relation entre les deux pays pour nous concentrer uniquement sur l'occupation haïtienne. (Et cette occupation sert à justifier le rejet d'Haïti, un argument que nous n'utilisons jamais à l'égard des États-Unis, qui ont envahi notre pays à deux reprises au XXe siècle, ni à l'égard de l'Espagne, dont nous nous sommes libérés dans la guerre définitive de l'indépendance qui fut la guerre de Restauration).

Cependant, cela ne change rien au fait que la République dominicaine est le seul pays à partager l'île avec Haïti. Et continuer à nous accrocher à ces idées déformées nous amène à mettre en œuvre les mêmes prétendues « solutions » fondées sur la force. Beaucoup de gens aiment recourir à la répression, comme c'est le cas actuellement avec les déportations massives, car cela donne l'impression que quelque chose est en train d'être fait et de «défendre l'honneur du pays», alors qu'en réalité nous mettons des pansements sur une hémorragie et ignorons accessoirement les causes de cette hémorragie. Je voulais donc développer cette idée de combien nous pouvons bénéficier d'en apprendre davantage sur Haïti, qui n'est évidemment qu'une des nombreuses politiques basées sur de nouvelles idées que nous devons considérer. Je présente ici certains de ces faits.

1.La Révolution haïtienne fut un événement et une référence mondiale dans la lutte pour la liberté

La Révolution haïtienne a conduit à l'indépendance d'Haïti en 1804, bien avant que la grande majorité des colonies du monde n'obtiennent le même résultat et ne triomphent de l'armée de Napoléon, la plus puissante de l'époque. Ainsi est née la première république noire de l'histoire, suivant les mêmes idéaux de la Révolution française mais cette fois s'appliquant également aux personnes de couleur, et pas seulement aux Européens blancs comme cela avait été le cas en France. Précisément à cause du danger que représentait cet exemple, beaucoup de gens minimisent l'importance de la Révolution haïtienne et une grande partie de ce que nous savons souligne sa violence alors que c'est une caractéristique de toutes les révolutions. En fait, une grande partie de ce qui est collecté dans l'histoire officielle est basée sur les chroniques de propriétaires d'esclaves ou de leurs proches qui ont dû fuir Haïti et qui ont présenté les anciens esclaves comme des « sauvages » sans faire référence à ce qu'était le sauvage et l'inhumain régime esclavagiste dont ils se sont affranchis et dont ont bénéficié ces propriétaires.

2. Les révolutionnaires haïtiens ont soutenu d'autres peuples pour obtenir leur indépendance et ont aboli l'esclavage dans ce qui est aujourd'hui la République dominicaine.

Alexandre Pétion, le premier président d'Haïti, a soutenu Bolívar avec des soldats, des armes, des munitions et même une imprimerie. Le soutien d'Haïti a été si important que Bolívar lui-même a déclaré plus tard : « Grâce au peuple haïtien, mes compatriotes seront à nouveau libres ! » La seule chose que Pétion exigeait en retour était que tous les peuples africains et indigènes asservis soient libérés et son soutien ne se limitait pas à Bolívar mais il avait également soutenu Francisco de Miranda, précurseur de l'émancipation du Venezuela, puis plusieurs alliés de Bolívar. et l'Argentin Manuel Dorrego. Même pendant l'occupation de la partie orientale de l'île (ce qui est aujourd'hui la République Dominicaine), l'un des principaux changements instaurés par le gouvernement haïtien fut l'abolition de l'esclavage et presque à la fin de cette période (en 1843), Duarte et ses [...] ont collaboré avec les libéraux haïtiens pour renverser Boyer dans le cadre d'une conspiration à l'échelle de l'île qui a ensuite inclus notre séparation d'Haïti.

3. Haïti a été puni par les grandes puissances et vit encore aujourd'hui les conséquences de ce châtiment.

Un autre fait historique que la majorité de la population dominicaine ignore et qui remet en question les préjugés que beaucoup de gens ont à l'égard d'Haïti est le fait que les grandes puissances, dont les États-Unis, ont puni notre voisin en cessant de reconnaître son indépendance pour empêcher les esclaves d'autres endroits d'emboîter le pas. La France a également contraint Haïti à payer aujourd'hui l'équivalent de 560 millions de dollars pour enfin reconnaître son indépendance, « compensant » la France pour la « marchandise » qu'elle a perdue avec la libération des êtres humains qu'elle avait asservis. Une série du prestigieux New York Times basée sur des entretiens avec des experts et de multiples documents historiques concluait que, si elle n'avait pas été contrainte de payer cette dette imposée par la France, Haïti aurait eu entre 21 et 115 milliards de dollars supplémentaires dans ses actifs économiques au cours des deux derniers siècles.

4. L'histoire (et la politique) dominicaine comprend plusieurs mythes anti-haïtiens

Comme l'ont souligné des intellectuels tels que Quisqueya Lora et Lorgia García Peña, depuis le XIXe siècle, les élites dominicaines ont entretenu une image déformée d'Haïti. Par exemple, le terrible cas des Vierges de Galindo (les filles Águeda, Ana Francisca et Marcela Andújar) violées et assassinées avec leur père Andrés Andújar à Galindo a été présenté dans différents textes d'intellectuels dominicains de renom, comme l'ouvrage de militaires haïtiens. Ces textes comprennent des livres influents utilisés dans l'éducation dominicaine tels que le Compendio de la historia de Santo Domingo de José Gabriel García et Cosas Añejas de César Nicolás Penson. Cependant, les criminels capturés (Manuel de la Cruz, Alexandro Gómez et Pedro Covial ou Cobial) étaient tous du côté dominicain aujourd'hui, comme le confirment le procès et la condamnation à leur encontre et le fait que Penson lui-même a admis à son moment que l'histoire qu'il s'agissait de soldats haïtiens était « une interprétation populaire ».

Garder vivante la mémoire de la présence haïtienne dans notre pays est devenu ce que l'historien Frank Moya Pons appelle « l'anti-haïtianisme d'État » en utilisant « la mémoire collective des peurs de la guerre et des horreurs des massacres du début du siècle, et a transformé cette mémoire en en matériel de propagande de guerre pour maintenir vivant l'esprit de guerre dominicain. De même, dans l'histoire plus récente, l'extrême droite répète encore aujourd'hui, sans aucune preuve, le mythe selon lequel il existerait un plan des grandes puissances pour unifier les deux nations. Au contraire, comme l'a récemment déclaré l'historien Bernardo Vega : *« La thèse d'un prétendu projet d'unification venant des pays industrialisés est maintenue aujourd'hui, bien qu'il n'y ait aucune preuve à cet égard, à l'exception de la fausse thèse de Balaguer pour combattre la candidature de Peña Gómez dans les années 90. »*

Si nous voulons vraiment réguler l'immigration, développer les exportations vers Haïti (c'est notre troisième marché d'exportation), créer d'autres opportunités de collaboration et une relation harmonieuse entre les deux pays, nous devons arrêter de faire ce que nous avons toujours fait. Nous devons cesser d'ignorer et de maltraiter ceux qui exigent que nous respections les droits et la dignité du peuple haïtien et de ses descendants et enfin mettre en œuvre de nouvelles politiques avec de nouvelles idées. Nous avons recours à la force et à la répression depuis des décennies et cela n'a jamais fonctionné. Pour cela, il ne faut pas aller à l'autre extrême, idéaliser Haïti ou ignorer qu'il s'agit toujours du pays le plus pauvre du continent. Mais nous devons nous rappeler que tout ce qui affecte Haïti, y compris l'escalade de la violence des gangs en ce moment, nous affecte également en République dominicaine du fait que nous partageons la même île. Osons essayer quelque chose de nouveau qui respecte l'humanité non seulement des gens qui viennent d'Haïti et de leurs descendants dominicains mais aussi la nôtre.

Ndlr.

***Esther Hernández-Medina** est professeur adjoint d'études latino-américaines et d'études sur le genre et les femmes au Pomona College. Elle s'intéresse à la manière dont les groupes historiquement marginalisés tels que les femmes, les minorités raciales, ethniques et sexuelles influencent les politiques publiques et sont capables (si tant est qu'ils le soient) de changer la politique publique en leur faveur.

.

Acento 18 Décembre 2024

L'UASD : pas de discrimination aux étudiants dominicains d'origine haïtienne !



La République dominicaine mène depuis des décennies une politique raciste de dénationalisation

Par Reconoci.Do

Le Mouvement Reconoci-do rappelle à l'UASD à ne pas discriminer les étudiants dominicains d'origine haïtienne

Le cas scandaleux de l'étudiante Paola Apolon Janvier a éclaté récemment, après qu'elle ait assisté, fin novembre, à une émission télévisée bien connue pour présenter sa cause. Paola Apolon Janvier, une jeune dominicaine d'origine haïtienne, née à Villa Mella, étudiait son sixième semestre de médecine lorsqu'elle a appris que les autorités de l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) exigeaient un paiement équivalant à 3,800 dollars américains pour pouvoir poursuivre ses études. Bien que ses frais de scolarité aient été initialement traités en reconnaissant son statut dominicain, l'université l'a ensuite considérée comme une étrangère et lui a imposé une énorme dette, basée sur les frais de scolarité très élevés facturés aux étudiants étrangers dans l'université publique.

Comme on le sait, la République dominicaine mène depuis des décennies une politique raciste de dénationalisation au détriment des personnes d'origine dominicaine, ce qui a abouti à la consolidation de la plus grande population apatride de tout l'hémisphère. Cette politique a commencé par des mesures arbitraires de la part de fonctionnaires racistes dans les registres d'état civil, a été suivie par des mesures administratives de la part de la JCE, puis la Constitution a été modifiée en 2010 pour bloquer l'accès à la nationalité aux personnes nées dans le pays de pères et de mères d'origine haïtienne, et enfin en 2013, le jugement anticonstitutionnel et raciste 168-13 a dénationalisé plus de deux cent mille personnes. La loi 169-14 qui a suivi est venue consolider cette dénationalisation, proposant une naturalisation spéciale comme moyen de surmonter l'apatridie. Dans ce cadre, il est très grave que l'UASD n'envisage pas une politique spécifique pour respecter le droit à l'éducation des Dominicains d'origine haïtienne.

En ce sens, l'UASD devrait avoir une politique spécifique pour garantir la non-étrangerisation et la non-exclusion des Dominicains d'origine haïtienne de l'enseignement universitaire, pour éviter l'assimilation de l'institution à des politiques de discrimination raciale qui constituent une oppression structurelle et un régime qui, selon la légalité internationale, est qualifié d'apartheid.

Nous sommes solidaires de Paola Apolon Janvier et appelons les organisations nationales et internationales de défense des droits humains à l'accompagner et à la soutenir dans son combat pour faire valoir son droit à une éducation universitaire.

Reconoci.Do 21 Décembre 2024

Si nous tombons, d'autres suivront » : s'organiser pour combattre l'anti-haïtianisme demain et au-delà !



Une manifestation contre l'occupation américaine d'Haïti. Dans le cadre du mouvement populaire démocratique progressiste, les manifestants ont déclaré : « Avec ou sans bottes, nous sommes toujours sous occupation. » (Mark Schuller)

Par Darlène Dubuisson et Mark Schuller*

La quête de la domination blanche a nécessité de saper la liberté d'Haïti et de diaboliser son peuple. Une réponse transnationale est nécessaire pour favoriser la solidarité et remettre en question la notion d'exceptionnalisme américain.

Nous avons décidé de lancer cette série le 30 septembre, peu après le débat présidentiel Harris-Trump et au vu de l'ampleur de l'anti-haïtianisme dans les Amériques. Au cours des dernières décennies, des universitaires, des journalistes et des militants ont documenté la manière dont l'anti-haïtianisme – une combinaison spécifique d'anti-noirisme et de xénophobie – a alimenté les agendas politiques de droite, le nationalisme blanc et les politiques anti-immigrés, entraînant des conséquences violentes pour les populations haïtiennes de Santiago, au Chili, à Del Rio, au Texas. Il était alors évident pour nous que les fausses allégations répétées par Trump au sujet des immigrés haïtiens à Springfield, dans l'Ohio, pendant le débat contribueraient à la montée de l'anti-haïtianisme.

Dans cette optique, nous avons invité des contributeurs à la série qui partageaient un objectif commun : intensifier nos efforts d'organisation contre cette haine, non seulement aux États-Unis mais partout où l'anti-haïtianisme se manifeste.

Peu après le débat présidentiel, les mensonges délibérés de Trump contre les Haïtiens ont pris de l'ampleur en tant que stratégie de participation électorale des républicains. Les commentaires ont également été répétés en plaisantant sous forme de mèmes et dans les talk-shows de fin de soirée, sous-estimant la gravité et la profondeur de l'anti-haïtianisme et contribuant à sa propagation. Comme l'a rapporté Obed Lamy depuis Springfield, les attaques contre la communauté ont fortement augmenté, avec un impact immédiat sur les entreprises appartenant à des Haïtiens dans la région. Dans le sillage de la victoire de Trump, les Haïtiens de Springfield, dont la plupart ont un statut légal aux États-Unis, ont commencé à fuir Springfield par crainte d'être expulsés. Les Haïtiens de Springfield n'ont pas été les seuls touchés, car les commentaires ont attisé les sentiments anti-haïtiens et la violence à travers les Amériques.

Bien que ce ne soit certainement pas le seul facteur, cette attaque coordonnée contre les Haïtiens, qui, comme nous le rappelle Bertin Louis, sont souvent considérés comme les « plus noirs des Noirs », a sans doute contribué à pousser les vents politiques vers la droite. Ayant pris l'avantage dans les sondages, le soutien de Harris a atteint son apogée quelques jours après les commentaires infondés de ses adversaires le 10 septembre : dans le Wisconsin le 11 septembre, en Caroline du Nord le 14 septembre, également au moment où sa chute la plus profonde en Géorgie a commencé, et dans le Michigan et en Pennsylvanie le 19 septembre, suivi par son pic dans les sondages nationaux le 21 septembre. Harris ne s'en est jamais remise ; à la fin, Trump a remporté les sept « swing states » et, par conséquent, l'élection.

Nous ne prétendrons jamais que ces commentaires ont à eux seuls modifié le cours de l'histoire. Bien que sans doute inconscients pour certains, l'appel aux armes de Trump et ses promesses d'expulsion rapide ont réveillé des craintes profondément enracinées sur ce que représente Haïti : la liberté pour les peuples noirs partout dans le monde, l'autodétermination et une révolution qui a mis fin à l'esclavage.

« Rassembler nos forces » : une assemblée publique transnationale

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle américaine, nous avons reconnu la nécessité de ce que François Pierre-Louis a appelé « une autre marche sur le pont de Brooklyn » – la nécessité d'une mobilisation bipartite, comme si la vie des gens en dépendait – parce que c'est le cas. Par exemple, plus de 200 000 personnes aux États-Unis risquent d'être expulsées, car l'administration Biden a déclaré qu'elle ne renouvellerait pas le programme de libération conditionnelle humanitaire. Comme nous l'avons écrit dans l'introduction, l'immigration et l'anti-noirisme sont un consensus bipartite.

Nous devons non seulement supprimer les œillères partisanes, mais une approche hémisphérique est nécessaire pour faire face à la violence contre les Haïtiens. Enhardie par la rhétorique nativiste, la République dominicaine a annoncé en octobre qu'elle commencerait à expulser 10 000 Dominicains d'origine haïtienne par semaine, comme le détaille l'article de Gabrielle Apollon. Handerson Joseph, un anthropologue haïtien travaillant dans une université au Brésil, a partagé l'expérience d'Haïtiens abattus devant une église, puis refusés à l'entrée d'un hôpital au Brésil, pays qui compte la plus grande population noire des Amériques.

Pour ces raisons, nous avons commencé en octobre à planifier une réunion publique qui aurait lieu une semaine après l'élection. Organisée par l'Association des études haïtiennes (HSA) et co-sponsorisée par la HSA, la NACLA, Faith in Action, la Global Justice Clinic de la NYU School of Law, Haitian Bridge Alliance, Human Rights First, l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti et le Quixote Center, la réunion publique a réuni les contributeurs de la série avec un public concerné le mardi 12 novembre pour, selon les mots de Pierre-Louis, « rassembler nos forces ».

. L'événement, intitulé « S'organiser contre l'anti-haïtianisme après l'élection américaine », était une démonstration de solidarité et de démocratie. Plus de 200 participants ont rejoint cette réunion publique diffusée en direct, archivée sur YouTube. Les intervenants-contributeurs ont conduit les participants des États-Unis, du Canada, d'Europe, d'Amérique latine, d'Haïti et du Japon dans des séances de brainstorming pour identifier les solutions à court et à long terme décrites dans ce document. Les participants – universitaires, étudiants, militants, artistes et journalistes – ont fait part de leur solidarité, partagé des ressources et cherché à nouer des liens locaux, créant ainsi un espace indispensable à la construction d'une communauté et à l'autonomisation collective.

La peur des déportations massives d'Haïtiens, comme celles qui ont lieu en République dominicaine, a pesé sur les conversations, en particulier compte tenu du ciblage des immigrants haïtiens et des promesses de campagne de Trump de procéder aux « plus grandes déportations massives de l'histoire des États-Unis », en invoquant la loi sur les étrangers de 1798. Un professeur d'une ville sanctuaire du New Jersey, par exemple, a noté que l'application du Real ID pourrait créer des obstacles pour les personnes sans papiers qui ont trouvé du travail et établi des communautés dans les « États rouges » et qui pourraient maintenant avoir besoin de prendre l'avion pour se rendre dans des villes sanctuaires. Il craint également la « délégation » de la police locale pour la répression des immigrants. Au-delà des déportations, la réunion publique a révélé une crainte, selon les mots d'un participant, de « violences aléatoires contre les Haïtiens, les Noirs et les personnes ayant un accent ». Ces conversations reflètent les inquiétudes généralisées selon lesquelles il n'existe peut-être « aucun endroit sûr » où les Haïtiens pourraient se tourner.

Compte tenu des promesses de déportations et de sanctions massives, les participants craignent également que les espaces traditionnellement favorables ne déroulent le tapis rouge. Par exemple, un militant des droits des immigrants haïtiens-canadiens a souligné l'augmentation des expulsions d'Haïtiens sans papiers au Québec, souvent perçu comme un refuge pour les migrants haïtiens. Le premier ministre du Québec, François Legault, a déjà exprimé son inquiétude face à un « afflux massif d'immigrants » sous la nouvelle administration Trump, affirmant que le Québec a déjà atteint sa capacité.

Identifier des solutions

Face à ces réalités et à ces angoisses qui donnent à réfléchir, les participants ont identifié des solutions telles que des avocats spécialisés en immigration bénévoles, des consultations téléphoniques en créole, des formations pour connaître ses droits et des contacts avec les élus haïtiens et leur soutien. Plusieurs participants ont souligné la nécessité pour les citoyens haïtiens-américains de s'organiser, de s'unir et de diriger la défense des droits. La solidarité avec les institutions afro-américaines, telles que les HBCU, les entreprises et les églises, a été suggérée comme une étape essentielle, y compris le recours au Congressional Black Caucus, dont de nombreux participants souhaiteraient qu'il s'engage de manière plus active et plus visible en faveur des Haïtiens.

La mairie a également identifié la nécessité de travailler au niveau local, du moins à court terme. Il est toutefois tout aussi important de ne pas perdre de vue les problèmes de longue date liés à la justice raciale et aux politiques américaines envers Haïti, qui ont déclenché la vague massive de migration. Parmi les suggestions locales spécifiques, citons la création de réseaux de réponse rapide, la mise en relation avec des groupes d'entraide, la collaboration avec les églises pour identifier des espaces sanctuaires et des ressources communautaires, la collaboration avec les conseils municipaux pour établir des villes sanctuaires et l'ordre donné aux forces de l'ordre de ne pas coopérer avec l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) des États-Unis. Là où il existe des villes sanctuaires, il est essentiel de réengager les décideurs politiques et les forces de l'ordre pour assurer le suivi.

La communauté haïtienne a augmenté en nombre et s'est activement mobilisée depuis la marche sur le pont



Les Haïtiens défendent leur drapeau contre les occupants militaires américains après l'éviction du président Jean-Bertrand Aristide par les États-Unis en 2004. (Mark Schuller)

de Brooklyn en 1990. Cependant, comme l'a dit un professeur et thérapeute haïtien à la retraite, il est crucial que « les non-Haïtiens agissent en solidarité afin que le fardeau ne retombe pas systématiquement sur les épaules des groupes minoritaires ».

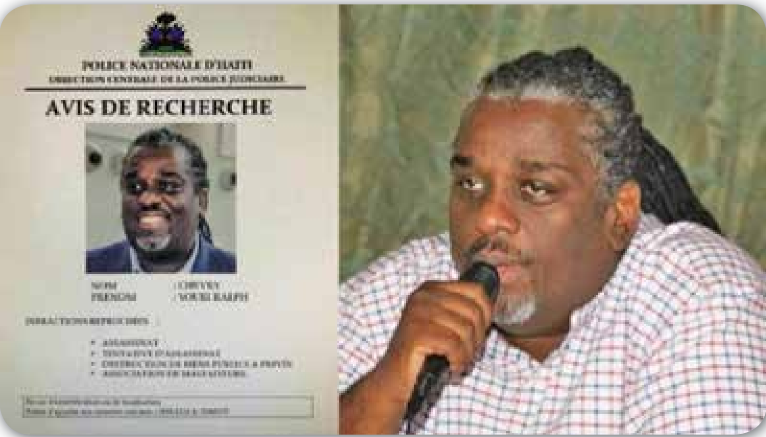
Plus précisément, la majorité blanche américaine doit tirer parti de son privilège racialisé et se lever non seulement en tant qu'alliée mais aussi en tant que complice. La première étape consiste pour les Blancs à s'informer sur Haïti et à reconnaître – et à aborder – leur complicité avec la suprématie blanche. Les participants ont partagé des ressources médiatiques et éducatives spécifiques pour les personnes qui souhaitent franchir cette première étape. Une autre suggestion était que les alliés et complices blancs s'engagent auprès de leurs communautés et institutions, telles que les églises. Un participant a écrit : « *Les alliés peuvent – à partir de votre position – soulever les questions dans vos propres espaces – les églises à prédominance blanche sont un excellent point de départ. Tenez-les responsables.* » Avoir des conversations est une étape nécessaire, et partager des histoires humanisantes est essentiel. « *Mais les histoires ne peuvent pas s'arrêter là. Faites connaître ces histoires aux personnes qui élaborent les politiques. Transformez votre accès (positionnalité) en POUVOIR de CHANGEMENT* », ont-ils ajouté.

L'un des points essentiels à retenir de la réunion publique a été l'importance de penser « à l'échelle hémisphérique » comme moyen de favoriser la solidarité et de remettre en question l'idée de l'exceptionnalisme des États-Unis. Les espaces transnationaux offrent des opportunités d'unité et d'espoir, en particulier à la lumière des menaces réelles pour la sécurité. Il existe encore des régions de l'hémisphère où les effets de la discrimination anti-noire sont moins prononcés, ce qui permet aux communautés haïtiennes de coexister et de prospérer. En s'organisant au sein de réseaux transnationaux comme le Rezo Emisferik (Réseau hémisphérique pour les droits des migrants haïtiens) – co-créé par Apollon et d'autres – les militants peuvent échanger des idées stratégiques et des opportunités tactiques.

Selon les mots de l'avocate et militante des droits de l'homme Guerline Jozef, les Haïtiens sont historiquement et contemporainement considérés comme des boucs émissaires « *non pas parce que nous sommes le maillon le plus faible, mais parce que nous sommes les plus forts. Parce qu'ils savent pertinemment que s'ils peuvent nous faire tomber, s'ils peuvent détruire notre courage, s'ils peuvent détruire notre résilience, alors tous les autres groupes deviennent des cibles légitimes. . . . Si nous tombons, d'autres suivront.* » Tout au long de l'histoire, la quête de la domination blanche a toujours nécessité de saper la liberté d'Haïti et de diaboliser son peuple –

suite à la page(16)

Eske fantom 509 pral reprann sèvis?



Ralph Youri Chevry


Manifestasyon ame fantòm 509

Se Ralph Youri Chevry, Konsey Prezidansyèl tranzisyon an lonmen nan Meri Pòtoprens kòm Majistra vil la. Eske se lòt moun ki pa genyen oubyen gen yon rezon menm pou se ansyen majistra soti 2016 pou rive 2020 an ki tounen ankò ? Se kesyon sa a anpil mou nap poze paske majistra sa a te pote l kareman nan tèt gwoup fantom 509. Yon gwoup ansyen ak nouvo polisye swadizan yo t ap revandike bonjan kondisyon travay ak salè men se te yon gwoup atoufè ki kreye anpil pwoblèm vyolans ak destriksyon nan kapital la.

Si plizyè dirijan fantom 509 tankou Nènèl Cassy ak Ralph Youri Chevry tounen sou sèn politik la ankò. Sa vle di gen anpil chans pou fantom 509 reprann sèvis li tou. Sitou gen anpil lòt chèf ki te toujou la ap paweze tankou Pierre Esperance direktè RNDDH la. Detoutfason pouvwa ki la a jounenjodia se pouvwa pa yo, yo gen pap vin destabilize l tankou yo te konn fè anvan.

Se nan mwa fevriye 2021, yo te arete Chevry nan Repiblik Dominikèn kote misye te kouri al kache lè lapolis te swadizan mete manda dèyè l pou asasina, tantativ touye moun, destriksyon pwopriyete piblik ak prive epi ak asosyasyon kriminèl. Pierre Esperance te ekri yon lèt voye bay dirijan Dominiken yo, pou mande yo tanpri pa ekstrade chèf la paske lavi l pap ansekirite an Ayiti.

Minis lajistis epòk la mèt Lucmane Delile te deklare karebare epòk sa a, gwoup fantom 509 la, se yon gang ame ki responsab simen laterè nan peyi a. Se yon gwoup teworis sanfwanilwa! Dayè chef gang Vitel'homme Innocent fè konnen tou li se yon manm fondatè Fantom 509 ansanm ak mèt Andre Michel, Ariel Henry ak anpil dirijan nan Sektè Demokratik Popilè a.

Palè nasyonal ak Palè Kou Kasasyon abandone!


Palè Lakou Kasasyon

Apre Konsèy Prezidansyèl la te fin abandone Palè nasyonal la apre envestiti yo jou maten 25 avril 2024 la kote se batiman Viladakèy la y ap sèvi pou Palè nasyonal. Kounyea se tou pa Jij Kou Kasasyon yo pou yo kouri kite Channmas la, al kache nan lokal Konsèy Siperyè Pouvwa Jidisyè a (CSPJ).

Eske se serye sa a nan yon peyi pou moun ki rele tèt yo Leta a ap kouri al kache lòt kote pou ensekirite.

Komisè gouvènman an nan Lakou Kasasyon an, Me Carvès Jean, konfime devan laprès Tribinal la ap rekipere dosye yo ki sitiye nan lokal li sou Channmas. « Nou pa ka fasil desann nan Palè Tribinal la. Nou dwe deplase. Nou espere avanse imedyatman ak odyans ka yo nan mwa janvye si sitiyasyon sekirite nan Frè « Frères » pèmèt nou fè sa »

Triste réalité politique, économique et sociale en cette fin d'année 2024



Ce qui se passe en Haïti en cette fin d'année, c'est la décomposition d'un système barbare, anti-peuple, le système capitaliste



Au Cap-Haitien, à la Grande-Anse et dans le Nord-Ouest, l'inondation a provoqué de nombreux dommages et même des pertes en vies humaines

Par Henriot Dorcent

« *L'effort inévitable du capital financier* », écrivait Lénine dans L'impérialisme, « *est d'élargir ses sphères d'influence et même son territoire réel* ». Il écrivait bien sûr dans un monde marqué par la rivalité inter-impérialiste, où cet effort prenait la forme d'une lutte concurrentielle entre des capitaux financiers rivaux qui avaient rapidement achevé le partage du monde, ne laissant aucun « espace vide » ; seul un repartage du monde était désormais possible, par le biais de guerres entre oligarchies financières rivales.

C'est comme si c'était hier, tel l'accomplissement d'une prophétie. Car jusqu'ici, le capitalisme financier mondial continue à élargir ses sphères d'influence par tous les moyens même face à la remontée des luttes de libération nationale en Afrique et la consolidation des luttes révolutionnaires en Amérique latine et la Caraïbe. Tous les moyens sont bons : la corruption, le mensonge, la manipulation, l'espionnage, les coups d'états militaires, parlementaires et électoraux, les guerres d'agressions, les sanctions économiques injustifiées et unilatérales, les interventions militaires d'occupation pour des raisons humanitaires, etc..., pour maintenir un ordre mondial basé sur l'exploitation et le pillage néocolonial des ressources des pays dits du tiers monde.

C'est le cas en Hayti, où les puissances colonialistes et esclavagistes du 16siècle et les néocolonialistes Américains ont tout expérimenté pour continuer le pillage néocolonial. Tant de compagnies, canadiennes et américaines avec des permis d'exploration minière opérant en Hayti depuis 2005 jusqu'à présent sans aucune inspection de l'État Haytien. Il s'agit des entreprises telles que : société Ste Geneviève du Canada lors de la transition de 2004, le VCS mining d'Angelo Viard et de Rodham Clinton, la société Citadelle, le Newmont Corporation, la SONO Global Holdings Inc., la Caribbean General Trading CGT etc.... De 2006 à 2013, l'État Haytien, en dépit des mises en garde des pays de la Caraïbe sur les désastres écologiques des exploitations minières dans la région, a accordée 50 permis d'exploration minière aux compagnies américaines et canadiennes.

En ce moment précis des fêtes de fin d'année, on remarque la flambée des prix des produits de première nécessité alors que les salaires des travailleurs les plus défavorisés n'ont pas changé. Le chômage et la misère sévissent pendant que les dirigeants de la classe politique remplissent leurs poches tout en se procurant des voitures et des maisons luxueuses aux frais des contribuables.

Outre les déplacements internes, l'insécurité alimentaire est presque généralisée puisque ce sont les masses sans salaires qui paient les pots cassés de cette crise politique et économique. Avec l'inflation des prix alimentaires qui ne cessent d'augmenter. Un sac de riz se vend maintenant entre les 470$ et 500$, un gallon d'huile 300$, une boîte de haricots 250$, une caisse de spaghetti ou de macaronis 300$. Un sac de charbon 500$, un paquet d'épinards 20 $ pour ne citer que ceux-là.

L'État haïtien n'existe plus dans le pays. En certains endroits défavorisés, ce sont les groupes armés qui assurent le bien-être de certaines familles puisque le pouvoir d'achat des travailleurs, déjà extrêmement bas, se détériore davantage.

Dans la capitale, les principales écoles surtout celles des quartiers populaires ne fonctionnent plus depuis la fin du mois d'Octobre. La situation actuelle des masses ouvrières est illustrative de ce que sont les dirigeants corrompus qui imposent à notre peuple les plans néolibéraux de la mort du FMI qui signifient la faim et la misère pour la population.

Il faut le dire clairement et le répéter à satiété, ce gouvernement de transition reste indifférent même à l'occasion des fêtes de fin d'année et n'a rien offert aux misérables masses. Ces autorités n'ont fait aucune intervention suite aux inondations endommageant plusieurs communes avec des pluies diluviennes touchant plus de 100,000 habitants et provocant de nombreux dégâts matériels au Cap-Haitien. Le bilan humain partiel de décès est de 4 personnes d'une même famille, dont deux enfants. Le centre-ville est recouvert d'alluvions et de déchets. Même constat d'inondations dans la Grande-Anse et le Nord-Ouest du pays, à Port-de-Paix, au moins 7 personnes sont mortes et plusieurs sont portées disparues. Dans touts ces endroits, les paysans ont perdu toutes leurs récoltes, aussi bien que leurs animaux.

Pour tenter de faire baisser la température des populations qui commencent déjà à se plaindre, le gouvernement a lancé, dimanche 22 décembre 2024, un programme spécial de soutien à la population doté d'une enveloppe de plus d'un milliard de gourdes. Une telle initiative n'a pas pour but de régler des problèmes structurels mais de satisfaire les plus vulnérables ayant des besoins essentiels. Cela ne permettra guère de relancer l'économie nationale et de renforcer la cohésion sociale comme le prétend le gouvernement.

Ce qui se passe en Haïti en cette fin d'année, c'est la décomposition d'un système barbare, anti-peuple, le système capitaliste. Toutes les manœuvres pour réclamer une conversion de la force multinationale d'appui à la sécurité en Hayti en une mission de paix des Nations Unies et un referendum pour une nouvelle constitution, ne sont qu'un truc, afin de faciliter la liquidation et le pillage néocolonial des ressources minières et minérales du pays.

Le pays n'a pas besoin d'une force d'occupation militaire, la crise est structurelle et nécessite une solution structurelle dans le cadre d'une révolution socialiste, il n'y a pas d'autre voie. Tout le reste est démagogie et manipulation. Non à toute ingérence étrangère en Hayti! Non à l'expérimentation ni à l'application de la Global Fragility Act of 2019 en Hayti!

Progressistes Haytiens de par le monde, unissons-nous pour une lutte de libération nationale! Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

Janvier Bessière : Le pays demande le respect et le droit de vivre sans ingérence, 110 ans après le vol des États-Unis



Janvier Bessière a demandé au président vénézuélien Nicolás Maduro de compter sur Haïti et « nous savons que nous pouvons compter sur le Venezuela »

110 ans après l'ingérence américaine en Haïti, le porte-parole de la Fédération des associations haïtiennes (Fedachiv), Janvier Bessière, dans une interview exclusive pour la plateforme d'information multiplateforme teleSUR, a déclaré que « nous demandons le droit de vivre et le respect du pays que nous sommes face à la soumission que les États-Unis entendent faire à la nation caribéenne.

En reconnaissant tous les abus que le peuple haïtien a subi, l'interviewé reconnaît que la coexistence des États-Unis avec Haïti s'apparente à vivre avec un tigre affamé. *« Les États-Unis veulent asservir les gens qui ont le droit de vivre et décider qui se développe et qui ne se développe pas »*, a-t-il déclaré.

« Les Etats-Unis ont volé des réserves d'or équivalant à l'époque à 500 000 dollars », a rappelé l'expert. De même, le spécialiste a reconnu l'attitude opportuniste des États-Unis, qui sont également intervenus dans des moments d'instabilité dus à des conflits politiques.

« Aucun projet n'a jamais été présenté pour défendre Haïti contre le vol des États-Unis par les organisations internationales », a réfléchi Janvier Bessière.

Un élément qui caractérise la situation actuelle en tant que plan hégémonique américain est qu'il est silencieux : *« chercher un moyen de nous éliminer et de démontrer au monde que nous n'avions pas la capacité de lutter pour l'indépendance »*.

Reconnaissant qu'Haïti a la possibilité de choisir, Janvier Bessière a affirmé que le pays de son chemin historique a tracé la lutte pour l'indépendance et le socialisme, et contre le capitalisme qui instaure le modèle américain.

« Nous avons mis fin à la traite des esclaves et à la traite des êtres humains », a-t-il déclaré, reconnaissant que nous nous réveillons à nouveau. *« Haïti a parfaitement le droit de choisir. Les relations politiques et diplomatiques avec les États-Unis et Haïti depuis plus de 200 ans continuent de se détériorer »*, a-t-il déclaré.

Certaines personnes et certains pays, dont la France, affirment qu'Haïti est coupable de « son retard », sans reconnaître qu'*« ils nous ont réduits en esclavage pendant 300 ans pour construire la France colonialiste qu'elle est »*.

Pendant ce temps, Bessière a demandé au président vénézuélien Nicolás Maduro de compter sur Haïti et *« nous savons que nous pouvons compter sur le Venezuela »*.

Il existe un contexte de lutte et de révolution, et les relations avec d'autres pays comme la Russie et la Chine constituent un défi, a déclaré Janvier Bessière, reconnaissant le rôle de la Chine et de la Russie dans la nouvelle hégémonie mondiale.

Résumé latino-américain 17 décembre 2024

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !

Par Catherine Charlemagne

(*4ème partie*)

Compte tenu la mauvaise performance du Conseil Présidentiel de Transition et le non-respect de l'Accord du 3 avril, mais surtout de la perte de crédit des dirigeants de la Transition par rapport au scandale de corruption de la Banque Nationale de Crédit (BNC) dans lequel sont impliqués trois Conseillers-Présidentiel, les Parties prenantes ont une nouvelle fois fait appel à la CARICOM. La semaine dernière, en effet, l'organisation interrégionale a dû organiser en visio-conférence une rencontre avec l'ensemble des acteurs politiques haïtiens en vue de trouver une solution. Une rencontre durant laquelle la quasi-totalité des Parties prenantes a demandé à la CARICOM de pousser vers la sortie les trois mis en cause qui continuent de faire de la résistance au sein du CPT mettant en péril l'existence même de cette structure politique collégiale. C'est aussi l'occasion pour nous de reprendre la suite de cette chronique consacrée à ce scandale hors norme dont les répercussions restent à venir.

Une semaine après la publication du Rapport de la mission des envoyés de la Communauté caribéenne à Port-au-Prince, soit le 27 août, donc le jour même de l'audition de Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin, une nouvelle rencontre avait été organisée par visio-conférence, mais séparément, entre les Éminentes Personnalités de la CARICOM et les plateformes des organisations politiques, Secteurs et autres Parties prenantes du CPT, c'est-à-dire tous ceux ayant contribué à nommer les trois personnalités nommément citées par l'ancien PDG de la BNC. Cette convocation de la CARICOM du mardi 27 août 2024 avait un but précis : connaître clairement la position de chaque partie concernée par ce dossier de corruption et dire ce que les autorités de la Communauté caribéenne attendent des acteurs haïtiens. C'est une forme de pression que Washington, à travers les dirigeants antillais, voulait mettre sur ces Parties prenantes afin qu'elles décident du sort de leurs membres au CPT. Me André Michel, ex-avocat du peuple, soutien inconditionnel de l'ancien chef du gouvernement intérimaire, Ariel Henry, et signataire de l'Accord du 21 décembre, avait très bien résumé la position de la CARICOM lors de cette rencontre.

Interrogé par la presse après la réunion, André Michel ne s'en cachait pas ce 27 août 2024 « *C'est surtout l'impact de ce scandale sur le processus transitionnel en cours qui a fait la toile de fond de la rencontre. C'était une rencontre pour analyser les préoccupations des uns et des autres et envisager les possibles perspectives. Je ne peux pas vous transmettre la position de la CARICOM. Personnellement, je pense que toutes les Parties prenantes doivent assumer leurs responsabilités pour sauver le processus politique en cours, et ceci, au-delà des petits calculs partisans* ». En d'autres termes, André Michel a lâché Louis Gérald Gilles qui, il faut le signaler, depuis le début du processus de la création du CPT, n'avait pas vraiment son soutien. On le sait, il avait ses propres candidats. Dans cette quête de clarification et la pression que supportent les regroupements politiques et les acteurs incriminés, les dirigeants de l'Accord du 21 décembre semblent se faire une raison.

A un moment, il faudra « virer » Louis Gérald Gilles du Palais national ou de la Villa d'Accueil s'ils ne veulent pas tout perdre. La position d'un autre dirigeant de l'Accord du 21 décembre, Pascal Adrien, n'est pas trop éloignée de celle du dirigeant du SDP (Secteur Démocratique et Populaire) bien qu'exprimée avec des nuances. Pour Pascal Adrien, s'il faut sacrifier Gilles pour sauver la Transition pourquoi pas. Faisant partie de la délégation de l'Accord du 21 décembre qui a discuté en distanciel avec le Groupe des Éminentes Personnalités de la CARICOM, il explique « *Si on essaie de comprendre le message de la délégation de la CARICOM, il suggèrerait d'écarter provisoirement les trois Conseillers-Présidentiel indexés en attendant que la lumière soit faite sur le dossier...*

Mais, ce n'est pas une injonction. Cela ne pourrait pas être une injonction non plus. Nous autres au niveau de l'Accord du 21 décembre, nous croyons qu'il faut sauver l'intégrité de la Transition. Mais il faut attendre d'abord la conclusion de l'enquête de l'ULCC. L'Accord du 21 décembre conditionne son ultime décision à la publication des conclusions du Rapport d'enquête de l'ULCC. Si cette enquête, dans sa conclusion, établit la culpabilité de son Conseiller-Président, le secteur-mandant qu'est le 21 décembre invoquera l'article 33 du décret du 27 mai 2024 déterminant l'organisation et le mode de fonctionnement du Conseil Présidentiel de Transition ». D'autre part, l'audition des ces Conseillers avait donné lieu à plusieurs interventions dans les médias de plusieurs Secteurs et organismes de la Société civile, entre autres RNDDH de Pierre Espérance.



De gauche à droite les Conseillers-Président Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles

Le mercredi 28 août 2024, c'est-à-dire le lendemain du passage des Conseillers-Président Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles au cabinet d'enquête de l'ULCC, en effet, le Directeur du Réseau National de Défense des Droits de Humains, Pierre Espérance qui, il faut le dire, n'a pas bonne presse dans certains secteurs du pays, était l'invité de l'émission panel Magik sur *Magik9* en vue de dire sa compréhension du scandale de corruption qui éclabousse les trois membres du CPT. Comme de coutume, Pierre Espérance n'a pas été de langue morte. C'est ce qu'il avait oublié ou qu'il n'a pas su qu'il n'a pas déballé en direct sur cette radio ce jour-là. Si le patron incontesté mais non contestable du RNDDH a dit tout ce qu'il sait sur les trois accusés, c'est sur Louis Gérald Gilles et Smith Augustin qu'il avait concentré toutes ses flèches. A propos du Conseiller-Président Smith Augustin, lors de cet entretien, Pierre Espérance a déclaré « *En ce qui concerne M. Augustin, il ne suffit pas d'accuser des Secteurs soi-disant qui ne voulaient pas de EDE au Conseil.*

Il vaut mieux que vous apportiez des preuves pour démontrer votre innocence » en réponse certainement à Claude Joseph, le chef du parti EDE qui, dans un premier temps, s'en prenait à certains Secteurs qui auraient été opposés à l'accession de Smith Augustin à la tête du CPT. Mais, la charge, en vérité, était réservée surtout au représentant de l'Accord du 21 décembre au Conseil Présidentiel de Transition, qui en a pris pour son rang vu le volume d'accusations qu'il a reçu ce 28 août 2024 sur *Magik9* de la part de ce responsable d'une organisation de défense des droits humains qui se disait, d'ailleurs, être à la disposition de l'ULCC afin de partager les informations qu'il détient sur Louis Gérald Gilles qui, selon lui, est impliqué dans des corruptions à grande échelle. Juste un court extrait de la déclaration de Pierre Espérance ce jour-là peut donner une idée de ce qu'il prétend connaître sur l'un des représentants du Pouvoir exécutif de Transition. « *Le Conseiller Louis Gérald Gilles est impliqué dans plusieurs cas de corruption. En plus de l'affaire BNC, le Dr Louis Gérald Gilles est impliqué dans plusieurs autres dossiers de corruption.*

Il a un homme de confiance dénommé Hermann Nelson, qui vit chez lui depuis mai, qui est chargé de soutirer de fortes sommes d'argent aux Directeurs des administrations autonomes de l'État pour qu'ils gardent leurs postes. Hermann Nelson a déjà reçu beaucoup d'argent pour le compte du Conseiller Gilles. Le Conseiller Gilles a tellement sali l'image du CPT que je ne vois pas comment il peut rester au Conseil » disait-il. Face à la montée des accusations et la pression de l'opinion publique, les six autres membres du Conseil ont tenté d'écarter ceux dont les noms sont donnés en pâture. Mais, un problème s'est posé à eux, la question de la « majorité qualifiée de 5 sur 7 » au Conseil. Impossible donc d'obtenir une majorité. Chaque fois qu'une réunion se tient, les trois concernés s'opposent tout simplement à ce qu'une majorité se dégage. En clair, les trois membres du Conseil refusent de joindre leurs voix à celles des autres afin de constituer cette majorité introuvable. En fait, Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin et Louis Gérald Gilles n'entendent pas faire *hara kiri,* se suicider afin de débloquer la Transition qui pourtant, à cause d'eux, est franchement en *standby,* en mode attente, c'est-à-dire dépendant uniquement de la volonté des trois mis en cause.

Le 30 août 2024, une tentative de sortir par le haut a été initiée mais devant le refus des concernés de prendre part au vote, la réunion s'est terminée en queue de poisson puisque qu'aucune majorité n'ait pu être dégagée, tandis qu'ils s'opposent avec foi et conviction à toute forme de Résolution dans laquelle le CPT préconise leur mise à l'écart provisoire. Résultat, les trois Conseillers-Président continuent d'agir comme s'ils n'avaient rien à se reprocher, une sorte de prise en otage de cette aile de l'Exécutif bicéphale. Néanmoins, les quatre autres Conseillers, au nom du Conseil Présidentiel de Transition, ont tout de même pris une petite « Résolution » sans l'aval des trois téméraires et sans effet non plus sur leurs activités, démarches et déplacement officiels, bref sur leur fonctionnement. Ce document se lit ainsi« Le pays traverse depuis quelque temps une crise multidimensionnelle à laquelle le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) est appelé à y apporter les réponses adéquates. Cependant, les allégations de corruption contre trois (3) membres du Conseil affectent l'image et la crédibilité de tout le CPT. Plusieurs secteurs, tant de la vie nationale qu'internationale, ont ouvertement manifesté leurs préoccupations et attendent une prise de position formelle du Conseil sur cette question.

Face à cette délicate situation, les membres du CPT se sont réunis et ont décidé : I. Les quatre (4) autres membres votant vont travailler pour faire la lumière sur ce qui s'est passé avec l'appui d'un Conseiller technique. II. Les Conseillers-Président avec droit de vote s'engagent à remettre en question les dispositions de la Résolution du 7 mai 2024 relative à la prise des grandes décisions, concernant la participation des Conseillers Smith AUGUSTIN et Louis Gérald GILLES dans la présidence tournante. En attendant les résultats de l'enquête de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), les décisions et mesures conservatoires prises par le CPT restent et demeurent en vigueur. » Après cette énième tentative de trouver une solution à l'amiable et surtout de convaincre le trio à s'auto-écarter, c'est-à-dire de se mettre volontairement en « indisponibilité pour la République », un membre du CPT qui retient l'anonymat s'est entretenu avec le quotidien *Le Nouvelliste* et disait regretter le manque de sagesse et de coopération de la part de ces Conseillers-Président.

Il fait remarquer que « *Des secteurs ont demandé au Conseil Présidentiel de prendre des mesures conservatoires contre les trois Conseillers accusés. Le sujet a été abordé en Conseil et est toujours en discussion. Il devrait y avoir la formation d'une Commission d'enquête, ensuite des mesures conservatoires en attendant. Mais, avant tout cela, le CPT devrait prendre une résolution. Ces mesures conservatoires seraient profitables aux Conseillers accusés qui auraient la possibilité de sortir sous les feux des projecteurs, mais ils ne l'ont pas compris de cette façon. Or, il serait plus sage que les trois Conseillers indexés prennent eux-mêmes la décision de s'écarter momentanément. Des acteurs de la Communauté internationale nous ont dit que les conséquences de cette situation peuvent être considérables pour le CPT.* » C'est dans ce contexte que l'un des principaux artisans de la création du CPT, le Secrétaire d'État américain Antony Blinken allait débarquer en Haïti au début du mois de septembre afin de comprendre ce qui se passe au sein de cette structure étatique.

La situation parait si grave que c'est la première fois en presqu'une décennie qu'un ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis d'Amérique (Secrétaire d'Etat) décide de venir à Port-au-Prince. La dernière fois que la capitale haïtienne a eu la visite du chef de la diplomatie américaine remontait à 2015, c'est dire combien le dossier du CPT inquiète au plus haut point à Washington. Juste avant l'arrivée du Secrétaire d'État des Etats-Unis à Port-au-Prince, un porte-parole du Département d'État, Matthew Miller, devait expliquer que « Antony Blinken rencontrera à l'Ambassade des États-Unis, à Port-au-Prince, Edgard Leblanc Fils, le Président du Conseil de Transition, et le Premier Ministre Garry Conille pour discuter des prochaines étapes de la Transition et du soutien américain au peuple haïtien à travers l'aide humanitaire et les efforts de stabilisation dirigés par la PNH avec le soutien de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS).

Le Secrétaire d'État américain, Blinken, rencontrera également le Commandement de la MMSS en mettant en avant le soutien américain pour rétablir la sécurité en Haïti tout en soulignant l'importance de promouvoir le respect des droits humains ». Antony Blinken était arrivé à Port-au-Prince le jeudi 5 septembre 2024, pour une courte, très courte visite de quelques heures, le temps suffisant pour lui de se faire expliquer ce qui ne va pas dans le Pré-carré américain des Caraïbes. D'ailleurs, l'américain n'a même pas pris la peine ou eu la décence de se rendre à aucun bureau ou institution symbolisant la République d'Haïti ou un État souverain. Pas un saut au Palais national au Champ de Mars où siège la présidence haïtienne pour rencontrer le Président du CPT et ses 8 collègues du Conseil.

Pas non plus une petite visite de courtoisie au Premier ministre à la Villa d'Accueil où siège provisoirement le gouvernement à Musseau. Antony Blinken s'est contenté de convoquer tout le monde, mais vraiment tout le monde, à l'ambassade des Etats-Unis à Tabarre, une banlieue de Port-au-Prince et à la résidence de l'ambassadeur à Bourdon à un jet de pierre de la Villa d'Accueil servant à la fois de siège provisoire de la Primature et de la présidence d'Haïti pour dire ce qu'il avait à dire aux autorités haïtiennes et aux acteurs politiques à propos de la seconde Transition post-Jovenel Moïse qui piétine et patine et surtout pour faire entendre sa voix sur le dossier des 3 Conseillers-Président mouillés dans le scandale de 100 millions de gourdes. En effet, du Président du CPT, Edgard Leblanc Fils, au chef du Gouvernement, Garry Conille à l'ensemble des secteurs des Parties prenantes, de la Société civile, Secteur économique, bref les élites dirigeantes, tous ont défilé à la queuleuleu soit à Tabarre à la représentation diplomatique soit au salon de l'ambassadeur Dennis B. Hankins pour aller expliquer au patron ce qui n'allait pas au sein du pouvoir et de la République.

Après avoir rencontré séparément le Premier ministre et le Président du Conseil Présidentiel, Antony Blinken a rencontré en même temps à l'ambassade américaine, neuf responsables d'organisations politiques. Magalie Comeau Denis pour l'Accord de Montana, Maryse Narcisse et Joël Vorbe pour le parti Fanmi Lavalas, André Michel et Pascal Adrien pour l'Accord du 21 décembre, Jerry Tardieu pour le parti En Avant, Clarens Renois pour la plateforme Collectif 30 janvier, Jean-Charles Moïse pour le parti Pitit Desalin et Claude Joseph pour le parti EDE. A la suite de cette rencontre, Me André Michel, au nom de l'Accord du 21 décembre, a résumé pour la presse ce dont son organisation a discuté avec l'envoyé de l'Oncle Sam « *Nous avons exprimé nos préoccupations sur le scandale de corruption de la BNC qui risque de plomber l'ensemble du processus politique.*

Nous avons demandé aux autorités américaines de continuer à supporter la PNH et la MMAS dans leur tâche essentielle de pacifier le pays. Enfin, nous avons demandé au Secrétaire d'État américain de tout faire pour faciliter le retour en Haïti de l'ancien Premier ministre Ariel Henry, un homme d'État qui a servi son pays dans un contexte difficile. » Par ailleurs, le même André Michel en a profité pour annoncer que ce jeudi 5 septembre 2024, il y a eu une autre rencontre par visio-Conférence avec le Groupe des Éminentes Personnalités de la Communauté des Caraïbes (GEP) dans le cadre du scandale de corruption concernant les trois membres du CPT. « *Une délégation de l'Accord du 21 décembre a rencontré ce jeudi la CARICOM pendant plus d'une heure. À cette rencontre, la délégation de l'Accord du 21 décembre a accepté le principe de la mise à l'écart provisoire de Louis Gérald Gilles pour le remplacer en attendant les résultats de l'enquête* » **(A suivre)**

C.C

In Haiti, Young People Are Driving a Vodou Revival

In a country beset by crisis, young people flock to a long-demonized religion with revolutionary roots



Eunode Eustache Cénatus, a Vodou priestess, holds up a yellow scarf at the Maison Dahomey, a Vodou society in Cap-Haïtien, Haiti. Many members of the society are young people who have abandoned Christianity for Vodouism, Cénatus says

by Verlande Cadet

Recent tragic events in Port-au-Prince's Cité Soleil neighborhood of Wharf Jérémie have once again thrust into the limelight Vodou, a ubiquitous religion in Haiti. Although evangelical Protestantism and Catholicism remain widely practiced, their influence is not as widespread or profound as Vodou's. This recent article from *Global Press Journal* helps explain why the religion remains so enduring.

Kim Ives

In 2010, Eunode Eustache Cénatus' boyfriend invited her to a Vodou ceremony. Although born into a Christian family, she accepted the invitation — and kept attending similar ceremonies each Sunday. The two were students at the University of Port-au-Prince at the time and would later marry.

About a year after she started attending the ceremonies, Cénatus, 37, says she started feeling the presence of the *Lwa*. These are spirits worshipped by Vodouists, or people who practice Vodou. The *Lwa* reminded her she was one of the chosen ones, and was born to be a *Mambo*, or a priestess.

"I didn't know it until then, but you are born a *Mambo*. You don't become one," Cénatus says.

In 2012, Cénatus founded the Maison Dahomey, a society of people who practice the Vodou religion, and became its *Mambo*. She runs the society with her husband, its Hougan or priest. In the society, Cénatus teaches Vodou religious and cultural practices.

"When I am possessed, it's as if the spirits are telling me what to say or do. I am sometimes aware of it, but other times I lose all knowledge and memory of what I'm doing or saying until I'm no longer possessed," she says.

Cénatus believes that running the Maison Dahomey society is her life's mission. In 2021, she turned down a lucrative government position that would have required her to move to Port-au-Prince, Haiti's capital, because her Lwa did not agree, and because she could not manage the society while there.

Despite a history of marginalization, Vodou, a Haitian religion believed to have originated in West Africa, is increasingly common in Cap-Haïtien, Haiti's second-largest city, on the northern coast. Young people, transitioning from religions like Christianity, are now openly asserting their Vodou beliefs and joining societies such as the Maison Dahomey, which has over 500 members. About 300 of them are under 30 years old.

Paul Michelin Jules, chairman of the board of the Legphibao Vodou society, says although Vodou societies have always existed in Cap-Haïtien, recent years have seen an increase in practitioners, particularly among the younger generation. For example, 55% of the 800 members of the Legphibao Vodou society are under 30.

Sources who spoke to Global Press Journal say the city currently has nearly a dozen Vodou societies.

As Vodou was born from a society where enslaved people did not learn to read and write, much of its history is not written down. Some scholars, however, trace its roots to the transatlantic slave trade in the early 1500s, when Spanish and French colonists brought enslaved Africans to Haiti to work on sugar plantations.

Many of the enslaved people spoke different languages and had different religions. Vodou emerged as a syncretic belief system that adopted elements from these different religious practices. Enslaved people mostly practiced it in secret, away from the watchful eyes of plantation owners and administrators, according to a study published in 2001 in the journal Comparative Studies in Society and History.

During the Haitian Revolution from 1791 to 1804, when Haitians revolted against French colonial rule, this adapted religion played a significant role. Vodou provided a space for enslaved people to meet and foster political and cultural thought. It was also a platform for advocates of independence to share their ideas. This fueled the Haitian revolution, which was the first ever successful slave revolt in history.

"For these black people from different countries and tribes, Vodou was not only a means of communication, but also a way to resist slavery and oppression. It was largely thanks to Vodou they were able to reach freedom and independence a few years later," anthropologist and sociologist Jocelin Bertil, says, referring to the Bois Caïman Vodou ceremony in 1791, which scholars believe launched the Haitian revolution.

Despite this significant historical, cultural and political role, Bertil says Vodou has been historically misunderstood, marginalized and degraded, largely due to anti-superstition campaigns. These campaigns, which took place in the 1940s, were launched by the Catholic Church to discredit Vodou. Local priests burned Vodou ritual objects and converted Haitians to Catholicism.

But even before these anti-superstition campaigns, Vodou had already faced a long history of denigration. For example, after Haiti's successful war of independence in 1804, colonists partly attributed the start of the revolution to Vodou, according to a report from the Institute on Religion and Public Policy.

In independent Haiti, some governments banned it in favor of Catholicism. Jean-Pierre Boyer, a revolutionary leader who became president, banned the religion in 1835. Although Faustin Soulouque, who ruled Haiti between 1847 and 1859, allowed Vodou practice in public, Fabre Geffrard, who ruled between 1859 and 1867, suppressed the practice of the religion by destroying Vodou items and signing the Concordat of 1860, which declared Catholicism Haiti's official religion. In fact, only after signing the Concordat did the Vatican finally recognize the Haitian government.

This denigration of Vodou has continued over the years, with films and other stories still depicting Vodou as harmful, says Frédérick Julemus, an artist who has been a Vodouist since 2020. He gives the example of "Miracle of Faith," a Haitian film that promotes Christianity and portrays Vodou as evil.

Although there was some support from François Duvalier, president between 1957 and 1971, who brought Vodou priests and priestesses into his service, it wasn't until 2003 that Vodou became a formal religion in Haiti.

Despite the vilification, Haitians, especially young people, have shown a growing interest in the religion in recent years, says Cénatus, who, in addition to running the Maison Dahomey society, lectures at several universities in Cap-Haïtien to supplement her income.

While some practice Vodou individually, others join societies, which, Cénatus says, provide security and community.

The Maison Dahomey is housed in the same apartment where Cénatus lives with her husband and their son. The society occupies two rooms: one where trainings and rituals take place and a sacred room called a badji, filled with symbols of spirits, where Cénatus receives members for consultations.

For one to be admitted to the Maison Dahomey — which takes its name from an ancient west African kingdom — one must be invited by a member, then submit identity documents and two passport photos. There are also principles one must agree to abide by. For example, members are not allowed tattoos, jewelry or dreadlocked hair. Cénatus says these elements can hinder communication with the *Lwa*.

The society has three main classes: proselytes, cadets and initiates. New members join the proselyte class, where they learn about Vodou, participate in rituals, study, and then take theoretical and practical exams before moving on to the next level.

The last step, however, is the most important, Cénatus says. "When one is initiated, one is part of the spiritual elite of the Maison Dahomey. It is the *Lwa* themselves who have chosen those who must receive the initiation."

Many members of the Maison Dahomey are young people who have abandoned Christianity for Vodouism, Cénatus says.

Gregory Daguisan, a computer engineer in his 30s, joined the society in 2018. Before becoming a Vodouist, Daguisan was an Adventist Christian. He says he stopped going to church in 2017, when he was feeling a little lost. It wasn't easy for Daguisan, who had been a very active member of his church. It took him some time to reflect and make the switch after a friend invited him to the Maison Dahomey in 2018. He continued to attend and was initiated in 2020. At first, his family didn't support this choice. He says members of his former religious community also discriminated against him.

"It was one of the most difficult moments of my life," he says. "I had to cut ties with many people who were important to me."

But it's a decision he says he's never regretted.

Daguisan says one factor that has sparked interest in Vodou is the development of curriculum in Haitian universities, especially in the humanities and social sciences. He believes that these disciplines have helped dispel religious prejudices and given Haitians a deeper understanding of Vodou's significance.

Eddy Toussaint had lived in the United States since 1971 before returning to Haiti to form a Vodou society with his wife. He says young people in Haiti are beginning to see things differently. "With [Vodou] societies spreading more and more in Haiti, young people are realizing that they have been lied to about [Vodou]."

He says forming a Vodou society was one of the main reasons he returned to the country after his brother, who also had a society, died in 2004. "I didn't choose to come back to Haiti. The *Lwa* chose me to come and continue the work my brother was doing, just as they chose my brother, who [had] been a Hougan from the age of 7."

Now, Toussaint's wife, Rachelle Zéphyrin, is the president, while Toussaint is a priest at the Lakou Sekrè society, which they founded in 2015 in Haut-du-Cap district.

Anyone can become a Lakou Sekrè member, Zéphyrin says, but minors must have permission from their parents or guardians.

"Lakou Sekrè opens its doors to all those who want to integrate," Zéphyrin says.

The society is housed in a large reforested courtyard, with sacred rooms for the *Lwa* and a large sacred room for rituals. It has 11 members on its board, of which Zéphyrin is president, and about 30 active members.

Aspiring members must pass a two-month probationary period, followed by a test before initiation day. Julemus, 28, who practices individually, without a society or the guidance

suite à la page(16)



A table holds bottles and skulls arranged for the Lwas, or spirits, Gede and Bawon, at the Maison Dahomey Vodou society in Cap-Haïtien, Haiti. Eunode Eustache Cénatus, who founded the society in 2012, says she was born a Mambo, or a priestess



Another table holds bottles and a candle at the Maison Dahomey Vodou society in Cap-Haïtien, Haiti

LORSQUE LA GRANDE-BRETAGN



Le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy en voyage au Qatar en juillet pour rencontrer le personnel des forces armées britanniques stationnées dans ce pays. (FCDO/Russell Watkins, CC BY 2.0)

Par Mark Curtis

La campagne du Royaume-Uni pour renverser le régime d'Assad fournit un contexte essentiel pour comprendre l'approche de Whitehall à l'égard de Hayat Tahrir al-Sham, écrit Mark Curtis.

Déclassifié Royaume-Uni

À partir de 2011, la Grande-Bretagne s'est lancée dans une campagne pour renverser le régime de Bachar al-Assad en Syrie, en coopération avec ses principaux alliés, les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

Une formation militaire et des armes ont été données aux forces armées de l'opposition qui collaboraient souvent avec des groupes djihadistes, les soutenant et les renforçant de fait.

L'un des principaux bénéficiaires de cette campagne secrète fut Jabhat Al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaida fondée par Abu Mohammed al-Jolani, qui rebaptisa plus tard sa force militante Hayat Tahrir al-Sham (HTS).

Al-Jolani apparaît désormais comme le principal intermédiaire au pouvoir à Damas après la chute du régime Assad. Il présente depuis quelques années ses références « modérées » à l'Occident, avec beaucoup d'efficacité.

L'ancien chef du MI6 Sir John Sawers affirme désormais que HTS est davantage un « mouvement de libération » qu'une force terroriste, bien qu'il s'agisse d'une organisation interdite au Royaume-Uni.

De même, le ministre des Affaires étrangères David Lammy a récemment déclaré au Parlement que si Al-Qaida a tué « des centaines de citoyens britanniques dans des attaques barbares s'étalant sur des décennies », HTS a offert des « assurances » et devrait être « jugé sur ses actes ».

Lammy a déclaré que le Royaume-Uni est désormais en « contact diplomatique » avec HTS, et des photographies ont fait surface montrant une délégation du ministère des Affaires étrangères rencontrant al-Jolani à Damas.

La campagne britannique en Syrie, dont des extraits ont été occasionnellement rapportés dans les médias à l'époque, est désormais largement ignorée par ces mêmes médias.

La politique britannique consistant à travailler avec quiconque pour atteindre des objectifs de politique étrangère est une fois de plus évidente, et pourrait à nouveau avoir de graves conséquences.

La brutalité d'Assad

Le soulèvement syrien, qui fait partie du Printemps arabe qui a secoué de nombreux pays du Moyen-Orient, a commencé en mars 2011 lorsque des manifestations populaires ont éclaté contre le régime répressif d'Assad.

L'armée syrienne a eu recours à la violence pour tenter de réprimer la contestation de son autorité, tirant régulièrement sur des foules de manifestants pacifiques et soumettant les détenus à la torture. Amnesty International a rapidement découvert que le régime commettait des crimes de guerre.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne voulaient depuis longtemps renverser Assad pour recréer le Moyen-Orient. L'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a déclaré qu'en 2009, « de hauts responsables britanniques » (qui travaillaient alors dans le gouvernement travailliste du Premier ministre Gordon Brown) lui avaient dit qu'ils organisaient une invasion de rebelles en Syrie et lui avaient demandé « si je voulais y participer ».

Les États-Unis auraient dépensé au moins 1 milliard de dollars pour soutenir les forces d'opposition syriennes après 2011, et des milliards supplémentaires en provenance d'Arabie saoudite et du Qatar.

Les armes qataries et saoudiennes ont été principalement destinées à des groupes extrémistes, certainement dans les premières années de la guerre, connus des responsables à Washington et à Londres. Dès novembre 2011, des conseillers ont prévenu l'administration Obama que l'opposition armée syrienne avait été infiltrée par Al-Qaïda en Irak, pour lequel Al-Jolani combattait alors.

Fourniture d'armes

Fin 2011, des armes et des centaines de combattants libyens ont été envoyés en Turquie, semble-t-il par les forces de l'OTAN, pour être utilisés en Syrie par l'Armée syrienne libre (ASL), un groupe opposé à Assad formé en août 2011 par des déserteurs de l'armée.

Le MI6 britannique et les forces spéciales françaises auraient été sur le terrain pour aider les rebelles en Syrie, tandis que la CIA leur fournirait du matériel de communication et des renseignements. Les forces britanniques dissidentes ont discuté avec des soldats syriens pour savoir de quelle formation, de quelles armes et de quels équipements de communication les forces rebelles pourraient avoir besoin. Une source des services de renseignement militaires français a déclaré que l'opération, autorisée par l'OTAN, envisageait de former les rebelles à la « guérilla urbaine ».

L'année suivante, l'armée de l'air qatarie a livré d'énormes quantités d'armes via la Turquie. Le journaliste américain Seymour Hersh a noté que *« beaucoup de ceux qui ont finalement reçu les armes en Syrie étaient des djihadistes, certains d'entre eux affiliés à Al-Qaida ».*

On pense que le Qatar a versé des armes et de l'argent à Al-Nosra. Un diplomate d'un pays du Moyen-Orient cité par The Telegraph a déclaré : *« Ils [le Qatar] sont en partie responsables du fait que Jabhat al-Nosra dispose d'argent, d'armes et de tout ce dont il a besoin ».*

Formation au Royaume-Uni

La formation britannique des rebelles dans des bases en Jordanie pour combattre Assad a été autorisée à cette époque. La formation concernait, semble-t-il, à la fois l'armée jordanienne et des transfuges de haut rang de l'armée syrienne, vraisemblablement ceux qui sont maintenant regroupés dans l'Armée syrienne libre.

En août 2012 au moins, la base militaire et de renseignement britannique à Chypre transmettait également des renseignements à l'ASL via la Turquie. À cette époque, il était « probable » que des forces spéciales britanniques du SAS et du SBS basées en Jordanie se faufilent en Syrie pour des missions.

La Grande-Bretagne fournissait également aux groupes rebelles syriens la dernière génération de téléphones satellites pour faciliter les communications et coordonner les opérations militaires.

La formation britannique des forces d'opposition faisait partie d'un programme dirigé par les États-Unis qui a ensuite formé des milliers de rebelles de l'ASL.

Modérés et djihadistes

Le gouvernement britannique, souvent aidé par les reportages des médias, a présenté l'ASL comme une force modérée, souvent laïque, par opposition aux groupes extrémistes et djihadistes qui étaient désormais largement considérés comme dominants dans la guerre syrienne.

L'ASL était constituée d'une coalition informelle de différentes factions, y compris des unités et des forces plus modérées et laïques. Cependant, plusieurs factions de l'ASL ont fini par rejoindre l'État islamique et remettre leurs armes. Beaucoup de ceux qui ont rejoint l'ASL avaient reçu une formation occidentale.

L'ASL, soutenue par les Britanniques, avait une relation encore plus étroite avec al-Nosra. Paul Wood de la BBC a rapporté en 2013 que « l'ASL est si proche d'al-Nosra qu'elle a presque fusionné avec lui ».

Jack Murphy, ancien béret vert des forces spéciales américaines, a fait remarquer qu'il était *« impossible de faire la distinction entre l'ASL et al-Nosra, car il s'agit pratiquement de la même organisation ».* Il a ajouté : *« En réalité, l'ASL n'est guère plus qu'une couverture pour al-Nosra, affilié à al-Qaida ».*

Dès 2013, des commandants de l'ASL ont fait défection avec



Manifestation à Homs, en Syrie, contre le régime d'Assad, le 18 avril 2011. (Bo yaser, Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0)

NE A AIDÉ AL-QAÏDA EN SYRIE !



Dumas en 2009. (Jean-Pierre Dalbéra, Flickr, CC BY 2.0)



Obama fait une déclaration sur la situation en Syrie, avec Biden à ses côtés, à la Maison Blanche le 31 août 2013. (Photo officielle de la Maison Blanche par David Lienemann)

toutes leurs unités pour rejoindre al-Nosra. L'ASL a collaboré régulièrement avec al-Nosra sur le champ de bataille tout au long du conflit.

Le « Walmart » des armes

Alastair Crooke, ancien officier du MI6, a fait remarquer à l'époque que « *l'Occident ne fournit pas réellement les armes à al-Qaida, et encore moins à l'EI, mais le système qu'ils ont construit mène précisément à cette fin* ».

Il a ajouté : « *Le canal d'approvisionnement en armes que l'Occident a directement fourni à des groupes tels que l'Armée syrienne libre [sic] a été considéré comme une sorte de « Walmart » dans lequel les groupes les plus radicaux pourraient prendre leurs armes et poursuivre le djihad.* »

En novembre 2012, les États-Unis ont coordonné un pont aérien massif de quelque 3 000 tonnes d'armes vers l'ASL depuis la Croatie avec l'aide de la Grande-Bretagne et d'autres États européens, financé par l'Arabie saoudite.

Lord Paddy Ashdown, l'ancien chef des libéraux démocrates, a déclaré plus tard que cette quantité massive d'armes était allée « presque exclusivement aux groupes les plus djihadistes ».

En avril 2013, les États-Unis, avec le soutien britannique, ont lancé ce qui est devenu le principal programme secret de Washington visant à fournir des armes et une formation à des groupes d'opposition syriens soi-disant « contrôlés » – un programme secret de la CIA. Une opération lancée par le président Barack Obama sous le nom de code Timber Sycamore.

La Grande-Bretagne a fourni des responsables aux centres d'opérations en Turquie et en Jordanie pour aider à gérer le programme, qui acheminait des armes telles que des missiles antichars et des roquettes vers un certain nombre de groupes d'opposition.

Une fois de plus, beaucoup de ces armes ont trouvé le chemin de l'État islamique et d'Al-Qaïda, parfois vendues sur le marché noir. Obama a déclaré plus tard que les armes fournies par la CIA ont fini entre les mains d'« Al-Qaïda », sans doute en référence à Al-Nosra.

En octobre 2014, le vice-président d'Obama, Joe Biden, a noté que l'Arabie saoudite et la Turquie « étaient tellement déterminées à faire tomber » Assad qu'elles *« ont versé des centaines de millions de dollars et des dizaines de tonnes d'armes à quiconque voulait combattre Assad – sauf que les personnes qui recevaient ces armes étaient Al-Nosra, Al-Qaïda et les éléments extrémistes des djihadistes qui venaient d'autres parties du monde. »*



Rencontre de Lammy avec le ministre jordanien des Affaires étrangères Amman Safadi en septembre. (Ben Dance / FCDO, CC BY 2.0)

Coordination entre l'ASL et Al-Nosra

Une période clé de collaboration entre les forces britanniques et celles soutenues par les alliés, les djihadistes et d'autres groupes s'est produite entre mars et mai 2015.

À un moment de la guerre qui a mis à mal le régime d'Assad, une coalition de combattants insurgés a capturé la ville d'Idlib au nord-ouest et a remporté une série de victoires clés ailleurs dans le gouvernorat.

Les opérations étaient le résultat d'une coordination entre l'ASL, Al-Nosra, les islamistes syriens conservateurs et les factions djihadistes indépendantes.

C'est surtout la salle d'opérations dirigée par les États-Unis dans le sud de la Turquie, impliquant des responsables britanniques, qui a coordonné le flux d'armes vers les groupes de l'ASL et encouragé la coopération avec les islamistes commandant les opérations de première ligne.

En mai 2015, la Grande-Bretagne a envoyé 85 soldats en Turquie et en Jordanie pour entraîner les rebelles à combattre à la fois Assad et, désormais, l'État islamique. L'objectif de ce programme était de former 5 000 insurgés syriens par an au cours des trois prochaines années.

En quatre mois, le Pentagone a cependant signalé que les rebelles formés, opérant désormais en Syrie, avaient été contraints de remettre des munitions et du matériel à al-Nosra, prétendument en échange d'un passage sûr ; les véhicules et les munitions perdus représentaient environ 25 % du matériel fourni au groupe par la coalition dirigée par les États-Unis.

Deux ans plus tard, l'histoire était en grande partie la même.

En mars 2017, le groupe désormais rebaptisé HTS a lancé une attaque près de la ville de Hama en collaboration avec l'ASL. Un rapport a noté qu'al-Nosra avait permis à l'ASL d'opérer à Hama et à Idlib parce que les groupes de l'ASL y obtenaient des armes antichars de l'Occident et que « *l'ASL les utilisait… pour soutenir al-Nosra* ».

Conséquences

Ainsi, pendant plusieurs années, le Royaume-Uni et les États-Unis ont continué à former et à envoyer des armes en Syrie, malgré la certitude que ces armes profiteraient également aux forces djihadistes, même si la Grande-Bretagne ne se concentrait pas sur leur fourniture directe.

La politique de la Grande-Bretagne et de ses alliés a eu, avec la brutalité du régime de Damas, pour effet de prolonger la guerre et a contribué à la crise des réfugiés en Syrie, dont les médias occidentaux ont presque tous accusé Assad seul.

La situation politique en Syrie reste actuellement incertaine et potentiellement volatile, car les groupes armés, les factions ethniques et politiques et les puissances étrangères cherchent tous à exercer leur influence.

Avec qui les responsables britanniques travailleront-ils désormais pour promouvoir leurs objectifs ? Il est plus que possible que le désir de l'establishment britannique de parvenir à un gouvernement pro-occidental en Syrie à tout prix continue d'avoir des conséquences majeures pour le peuple syrien.

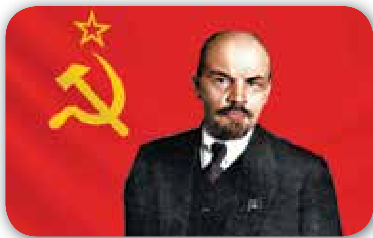
***Mark Curtis** est le directeur de Declassified UK et l'auteur de cinq livres et de nombreux articles sur la politique étrangère du Royaume-Uni.

Cet article est tiré de Declassified UK Consortium News 19 décembre 2024



Un combattant de l'Armée syrienne libre charge un Browning M2 lors des combats dans le nord du gouvernorat d'Alep, en novembre 2016. (Mada Media, Wikimedia Commons, CC BY 3.0) Ashdown en 2016. (James Gifford-Mead, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0)

Les partis sont-ils des reliques préhistoriques ?



Vladimir Ilitch Lénine, fondateur du parti Bolchevik

Par Diagne Fodé Roland

Cent ans après la mort de Lénine, fondateur du parti Bolchevik qui a dirigé la révolution matrice des révolutions nationales des classes laborieuses du XXème siècle et partant de celles à venir du XXIéme siècle, il est courant d'entendre dire à gauche, jamais à droite encore moins à l'extrême droite fasciste, des échiquiers politiques que « *les partis sont une réalité historique dépassée, ils ne sont plus nécessaires* ». Cette chimère trompeuse nous vient des USA, pays impérialiste dans lequel le bipartisme « *républicain et démocrate* » fonctionne comme soupape protectrice de l'État bourgeois en tuant toute possibilité d'émergence d'un parti révolutionnaire des classes laborieuses.

Ainsi tout en maintenant le bipartisme « droite gauche » du capital régnant sur l'État, la pensée bourgeoise fait la promotion des revendications individuelles et sectorielles et leur prise en charge par le plaidoyer des avocats ou des ONG. Le lobbying qui est le mode d'influence des actionnaires bourgeois sur les décisions politiques des Exécutifs et/ou des Parlements est ainsi préconisé comme le principal moyen pour les individus citoyens et les groupes sociaux ou culturels (minorités racialisées, genres, handicapés, catégories professionnelles, religieuses, etc) d'obtenir la satisfaction de leurs doléances. Chacun peut faire valoir ses droits individuels, mais les droits collectifs sont sectoriels et surtout pas globaux. Ce faisant, il s'agit là tout simplement d'éviter que les classes laborieuses majoritaires dans tous les pays ne soient en capacité de s'attaquer collectivement à la source, à la cause de l'exploitation de l'humain par l'humain, à savoir la propriété privée des moyens de production et d'échanges et de poser la question politique fondamentale de la propriété collective socialiste de ceux-ci et donc de l'expropriation des capitalistes.

Les syndicats et les partis nés des luttes de classes des travailleurs sont ainsi confinés au « dialogue social entrepreneurial » qui n'est en réalité qu'une palabre qui soumet les travailleurs au bon vouloir du patron, ce qui tend à les disqualifier aux yeux de la masse des travailleurs de plus en plus précaires et paupérisés avec le déclin de « la société de consommation post-industrielle » à crédit. La seconde moitié du XXéme siècle a été caractérisée à l'instigation des thinks thanks impérialistes par cette déconstruction de toutes les conquêtes théoriques et pratiques du mouvement communiste depuis Marx-Engels jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917 et l'édification du socialisme en URSS et sa victoire contre le projet hégémonique mondial du fascisme nazi.

Les capitulations et reniements idéologiques

Face à cette offensive idéologique anti-communiste de la bourgeoisie, les communistes des pays impérialistes sous prétexte de « particularisme national » ont succombé en déviant vers « l'eurocommunisme » en Europe et aux USA vers le « wokisme », ces formes idéologiques chauvines social-démocrates anti-soviétiques. L'opportunisme de droite a inventé le pléonasme qu'est « le socialisme démocratique » pour nier que tout État est une dictature de la classe économiquement dominante et que les formes démocratiques de l'exercice du pouvoir politique sont déterminées par le rapport des forces dans la lutte des classes et la lutte des peuples contre le joug impérialiste. Et que pour ne pas perdre son pouvoir d'État en tant que classe sociale, la bourgeoisie abandonne toute forme démocratique pour recourir à la forme terroriste de sa dictature de classe qu'est le fascisme.

Ces réformistes issus du mouvement communiste sont donc tombés dans le piège bourgeois en confondant délibérément fond et forme du pouvoir d'État.

Ce piège bourgeois a moins bien fonctionné dans les mouvements de libération anti-coloniaux et anti-néocoloniaux en Asie, en Amérique du sud et en Afrique. En Chine, Corée du nord, Vietnam, Cuba, les partis communistes ont su partir de l'analyse concrète de leur réalité nationale pour prendre la tête du mouvement indépendantiste et vaincre à la fois l'impérialisme et ses suppôts locaux de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie compradore. En Afrique il y a eu des expériences avec des réalisations importantes mais globalement vaincues comme celles du PAIGC d'Amilcar Cabral, l'UPC de Um Nyobé/Moumié/Osendé Afana/Ouandié, le PCSA sud-africain, le RDA de Sékou Touré/Saïfoulaye Diallo/Modibo Keita/Ouezzin Coulibaly, le PAI, etc.

Dans ces expériences révolutionnaires anti-coloniales, anti-néocoloniales et anti-féodales, les communistes ont su forger une liaison dialectique entre le parti et le front. Le parti représentant la classe ouvrière alliée à la classe des paysans, éleveurs et pêcheurs pauvres et le front rassemblant toutes les classes sociales du pays contre les classes bourgeoisies et féodales compradores représentant le colonialisme et/ou le néocolonialisme.

Selon le niveau de développement de la conscience des classes sociales, la frontière entre parti et front est momentanément ténue, voire effacée. Mais dans ce cas, il est nécessaire de se doter d'un parti-front ou d'un front-parti comme outil pour résoudre la contradiction principale tout en levant au sein du peuple les obstacles émanant des contradictions secondaires du moment.

Dans tous les cas, il faut deux jambes et pieds pour marcher vers la libération nationale et l'émancipation sociale. En Chine le parti et le front se sont alliés et combattus selon les périodes alors qu'à Cuba le parti a intégré tous les groupes révolutionnaires après la prise du pouvoir. Il n'y a donc pas de recette unique en dehors d'une dialectique entre parti et front dont l'évolution dépend des réalités nationales des forces de classes en présence.

Actuellement de nouvelles expériences souverainistes sont en cours dans les pays de l'ALBA en Amérique du sud et l'AES ainsi qu'au Sénégal avec le parti-front Pastef en Afrique. Même si presque partout la question de la réunification ou de la reconstruction des partis communistes est posée, toutes ces expériences à différents degrés sont confrontées à la question de quelle dialectique entre parti et front ? Dans l'AES tout comme au Sénégal, la recomposition politique ne va-t-elle pas balayer les fronts et partis néocoloniaux qui ont gouverné jusqu'ici et faire émerger de nouveaux partis et fronts ?

La justesse de la pensée léniniste

Un des apports majeurs de Lénine est d'avoir défini le parti comme l'état-major politique permettant de matérialiser le principe cardinal « *pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* ». Pour ce faire, Lénine précise que « *le parti... proclame que sa tâche est d'aider dans cette lutte la classe ouvrière... en développant la conscience de classe des ouvriers, en concourant à leur organisation et en indiquant les objectifs et les buts de leur combat* » (« Exposé et commentaire du projet de programme du parti... » in Textes sur les syndicats, Ed. Du Progrès). Lénine précise que « *ce point du programme est le plus important. C'est le point principal, parce qu'il montre ce que doivent être l'activité du parti qui défend les intérêts de la classe ouvrière et celle de tous les ouvriers conscients, il montre comment l'aspiration au socialisme, la volonté d'en finir avec l'éternelle exploitation de l'homme par l'homme doivent se rattacher au mouvement populaire engendré par les conditions d'existence que créent les grandes fabriques et usines* » (idem). Il ajoute : « *Par son activité, le parti doit seconder la lutte de classe des ouvriers. La tâche du parti n'est pas d'imaginer de toutes pièces des moyens inédits de venir en aide aux ouvriers, mais de s'associer à leur mouvement, d'y porter la lumière, d'aider les ouvriers et de représenter l'ensemble du mouvement ouvrier* » (idem). Puis Lénine explique de quelle manière cette aide doit s'opérer en distinguant trois formes d'aide : la première forme d'aide consiste à « développer la conscience de classe des ouvriers », c'est-à-dire « *la compréhension par ceux-ci du fait que pour améliorer leur sort et réaliser leur émancipation, il n'est d'autre moyen que de lutter contre la classe des capitalistes et des fabricants qui sont apparus avec les grandes fabriques et usines* ». C'est ensuite *« la compréhension du fait que les intérêts de tous ces ouvriers constituent une même classe, distincte de toutes les autres classes de la société »*. C'est enfin, « la compréhension du fait, que pour parvenir à leurs fins, les ouvriers doivent nécessairement chercher à influer sur les affaires de l'État, comme l'ont fait et continuent de le faire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes » (idem).

Lénine décrit le contenu de cette aide comme suit : « *L'aide doit consister à leur indiquer les besoins vitaux essentiels pour la satisfaction desquels ils doivent lutter à analyser les causes de l'aggravation particulière de la situation de telle ou telle catégorie d'ouvriers... Cette aide doit consister à formuler avec plus de précision et de netteté les revendications des ouvriers et les énoncer publiquement, à choisir le meilleur moment pour résister et la méthode de lutte, à analyser la situation et les forces des deux parties en présence, à examiner s'il ne serait pas préférable de recourir à une autre méthode de lutte, etc* » (idem). La « *seconde forme d'aide doit consister, ainsi qu'il est dit dans le programme, à concourir à l'organisation des ouvriers* », notamment des leaders dirigeants des luttes populaires, donc l'avant-garde, dans le parti et dans les organisations syndicales, associatives des masses populaires. Enfin, la troisième forme d'aide consiste à « *indiquer le but véritable de la lutte, c'est-à-dire d'expliquer aux ouvriers en quoi consiste l'exploitation qui conduit inévitablement les ouvriers à engager une lutte de classe contre les capitalistes, dans quelles conditions se déroule cette lutte, quel est son objectif final* » (idem).

De façon générale dans tous les pays, et surtout dans les conditions de pays où la classe ouvrière est minoritaire, la fusion du socialisme scientifique avec l'ensemble des classes laborieuses s'opère aussi par cette même aide politique aux paysans, aux éleveurs, aux pêcheurs, aux travailleurs de l'informel, aux artisans, aux petits commerçants, à la petite bourgeoisie, etc.

En résumé, le parti de la classe travailleuse est le produit du travail politique pour « développer la conscience de classe de ces derniers en soutenant le combat qu'ils mènent pour leurs besoins vitaux » (idem).

C'est ce travail politique permanent qui a été abandonné durant toutes ces années où a été répété à gauche, notamment parmi les communistes que les partis sont dépassés, que le mouvement éparpillé social, démocratique et aujourd'hui écologique pouvait gagner presque spontanément, que le plaidoyer et le lobbying suffisent et que les luttes individuelles et sectorielles sont plus efficaces que la lutte globale de classe ou que ces luttes isolées allaient spontanément déboucher sur une amélioration globale et une soi-disant « humanisation du capitalisme ».

Guide pour l'action révolutionnaire

Tant que l'existence de l'URSS et puis les Démocraties populaires à l'est du sous-continent européen puis celles socialistes dans les ex-colonies du Sud constituaient une menace pour sa survie, le capitalisme impérialiste a été contraint à des concessions aux luttes de classes des travailleurs et aux luttes de décolonisation des colonies. Ces concessions ont pris la forme de la « société de consommation » à crédit et des indépendances formelles.



Congrès du Parti communiste de Cuba

Mais force est de constater que l'époque des concessions est aujourd'hui révolue. Le capital en crise avide de plus-value et du maximum de profit impose le libéralisme, se fascise et se lance dans des guerres pour préserver sa domination séculaire sur le monde. La stratégie des « guerres des cultures, des civilisations, des religions » qui sème le chaos à travers la planète est sa dernière trouvaille pour tenter en vain de juguler la baisse tendancielle du taux de profit et se maintenir artificiellement alors qu'il est miné par la contradiction entre d'une part la socialisation mondialisée de la production et des échanges et d'autre part l'appropriation privée des profits par les actionnaires du capital financier.

À l'occasion du centenaire du décès de Lénine, on doit relire *« Que faire ? »* où il théorise la nécessité d'un parti politique pour les classes laborieuses, en particulier la classe de ceux et celles qui vendent leur force de travail manuel et intellectuel contre un salaire, mais aussi un parti de la libération des peuples et minorités opprimés.

Pour Lénine, le parti communiste soutient bien sûr les luttes pour augmenter les salaires, baisser le temps de travail et réduire l'exploitation capitaliste. Le parti communiste soutient les luttes des paysans, éleveurs, pêcheurs, travailleurs de l'informel pauvres pour de meilleurs revenus. Cependant, le parti élève en plus la conscience citoyenne révolutionnaire du monde du travail sur les questions de la paix, des nationalités, de l'anti-racisme, de l'antifascisme, des rapports inégalitaires entre les peuples, de la double oppression des femmes, de l'environnement, de la liberté de la presse, des droits individuels et collectifs, des institutions démocratiques, des contradictions inter-impérialistes, des stratégies et tactiques révolutionnaires, de l'édification scientifique du communisme, etc. Toutes les questions politiques ne

suite à la page(16)



Le Parti communiste chinois (PCC) lors de son 100e anniversaire

Où commence réellement l'agression ?



Luigi Mangione



Brian Thompson, PDG
de l'assurance United Healthcare

Par Caitlin Johnstone*

Le tour de passe-passe favori de l'empire est de commencer le récit historique au moment où ses ennemis ripostent contre ses abus.

Les procureurs new-yorkais ont inculpé Luigi Mangione de « *meurtre comme acte de terrorisme* » pour la fusillade présumée du PDG d'une compagnie d'assurance santé, Brian Thompson, au début du mois.

Cette nouvelle survient en même temps qu'un rapport de Haaretz intitulé « *'Pas de civils. Tout le monde est un terroriste' : Des soldats de Tsahal révèlent des meurtres arbitraires et une anarchie généralisée dans le corridor de Netzarim à Gaza.* » Le rapport contient des témoignages de troupes israéliennes selon lesquels des civils sont assassinés à Gaza puis rétroactivement désignés comme terroristes pour justifier leur exécution. *«Nous tuons des civils là-bas qui sont ensuite comptés comme des terroristes,»* a déclaré à Haaretz un officier récemment démobilisé.

Ces deux histoires en disent long sur la façon dont l'étiquette «terroriste» est utilisée sous le parapluie du pouvoir centré sur les États-Unis.

L'homme qui a tiré sur le PDG de l'assurance santé est un terroriste, mais les personnes qui massacrent systématiquement des civils à Gaza ne sont pas des terroristes. Les personnes qui luttent contre ceux qui massacrent les civils sont des terroristes, et les non-combattants sont catégorisés comme appartenant à cette organisation terroriste afin de justifier leur mise à mort. Les affiliés d'Al-Qaïda en Syrie étaient des terroristes, mais maintenant ils sont un régime fantoche des États-Unis, donc bientôt ils ne seront plus des terroristes - mais ils doivent être désignés comme terroristes encore un peu plus longtemps car l'affirmation que la Syrie grouille de terroristes est la justification d'Israël pour ses récentes saisies de terres là-bas. Le groupe militant ouïghour ETIM était autrefois un groupe terroriste, mais maintenant ce n'est plus un groupe terroriste car il peut être utilisé pour aider à démembrer la Syrie et peut-être combattre la Chine plus tard. Les Gardiens de la révolution sont une aile militaire d'une nation souveraine, mais ils comptent comme un groupe terroriste pour des raisons vagues ou arbitraires.

Est-ce assez clair ? En réalité, l'étiquette «terroriste» n'est rien d'autre qu'un outil de contrôle narratif impérial qui est déplacé selon que l'usage de la violence par quelqu'un est jugé légitime ou non par les gestionnaires de l'empire. Parce que le crime présumé de Mangione a suscité un intérêt public pour la guerre des classes, l'étiquette «terrorisme» est utilisée pour le présenter comme un acte particulièrement odieux de mal contre un membre innocent du public.

Le tour favori de l'empire est de commencer le récit historique au moment où ses ennemis ripostent contre ses abus. Oh non, un PDG d'assurance santé a été victime d'un acte de terrorisme maléfique. Oh non, Israël vaquait innocemment à ses occupations quand il a été vicieusement attaqué par le Hamas. Oh non, l'Iran a attaqué Israël complètement par surprise et maintenant Israël doit riposter. Oh non, la Russie vient de lancer une guerre entièrement non provoquée contre l'Ukraine.

Tout ce qui a mené à l'acte de violence non autorisé est effacé du dossier, car toute la violence, la provocation et les abus qui ont donné lieu à l'acte de violence non autorisé étaient autorisés par l'empire. L'agression autorisée ne compte pas comme une agression.

Celui qui contrôle le récit contrôle le monde. Si vous contrôlez le récit, vous pouvez contrôler non seulement quand commence le récit historique de la violence, mais aussi quels types de violence sont qualifiés de violence. Tuer des gens en les privant de soins de santé parce que refuser des services de santé est la façon dont votre entreprise augmente ses marges bénéficiaires ? Ce n'est pas de la violence. Infliger la tyrannie et des abus à un groupe ethnique délibérément marginalisé dans un État d'apartheid ? Ce n'est pas de la violence. La violence, c'est quand vous répondez à ces agressions forcées par vos propres agressions forcées.

Si nous voulons devenir une société saine, nous devons cesser de permettre que certaines formes de violence, d'agression et d'abus soient expurgées des registres officiels tandis que d'autres sont répertoriées et condamnées. Ceux qui se soucient de la vérité et de la justice tiennent compte de toutes les formes de violence, d'agression et d'abus, pas seulement de celles qui gênent les riches et les puissants.

C'est un acte d'agression de faire des choses qui rendent les autres malades et les appauvrissent afin de faire progresser votre propre richesse. C'est un acte d'agression de polluer la biosphère dont nous dépendons tous pour survivre dans le but d'augmenter vos marges bénéficiaires. C'est un acte d'agression d'utiliser votre richesse pour manipuler la politique de votre nation de manière à exacerber les inégalités et l'injustice. C'est un acte d'agression de maintenir un État d'apartheid qui ne peut exister sans une violence incessante. C'est un acte d'agression d'entourer la terre de bases militaires et d'encercler les nations qui désobéissent à vos diktats. C'est un acte d'agression d'essayer de gouverner le monde en utilisant la violence militaire, les conflits par procuration, les coups d'État mis en scène, les menaces, les sanctions de famine, et la coercition financière et économique.

Ce sont tous des actes d'agression, et toute riposte contre eux ne sera jamais une attaque non provoquée. Alors que nous avançons vers l'avenir tandis que ces abus s'exacerbent, il deviendra très important de maintenir une conscience aiguë de cela.

***Caitlin Johnstone** est une journaliste indépendante australienne. Elle vit à Melbourne et a obtenu un diplôme en journalisme en 2003. Après ses études, elle s'est d'abord tournée vers l'activisme environnemental tout en travaillant dans le secteur privé, avant de se lancer dans le journalisme indépendant en 2016. Elle est connue pour son style d'écriture provocateur et son approche critique envers les médias traditionnels et l'establishment politique. Elle se décrit comme une journaliste «à laquelle on ne peut pas répondre», utilisant sa position pour dire des choses qu'elle estime nécessaires, même si elles sont taboues.

Traduction Bernard Tornare
19 Décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Osmane FIDELUS née Maudeline DESIR, d'avec son époux Osmane FIDELUS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi Cinq décembre deux mille vingt quatre, en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège

Il est ordonné.. etc...

En foi de quoi. ..etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Guylouse DESERT d'avec son époux Jean Ronel PIERRE, pour abus de confiance et négligence familiale, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiens s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du treize juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me. Mozart TASSY

Il est ordonné.. etc...

En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Weslène CESAR d'avec son époux Junior DUTERVIL pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile ordinaire et publique en date du seize Août deux mille vingt-deux, en présence du Substitut du

Gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE, faisant office du Ministère Public de ce ressort et avec l'assistance de Me. Mozart TASSY

Il est ordonné..etc..

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le défendeur. Au fond, admet le divorce des époux Wuilson JOSEPH, la femme née Evelyne SAINVIL pour injures graves et publiques et excès aux termes de l'article 217 du code civil, ce, aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Fait défense à tout détenteur des registres de l'état civil où figure ledit acte de mariage d'en délivrer expédition, copie ou extrait sans faire mention du divorce. Compense les dépens, Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Degand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente Juin deux mille vingt-trois, An 220ème de l'indépendance en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me Jean Claude Jean Antoine Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET

Greffière du siège

Il est ordonné ...etc...

En foi de quoi…..etc…

L’effondrement silencieux de l’Europe



L’effondrement silencieux de l’UE se produit maintenant, tout le monde se tait !

Par Alejandro Marcó del Pont

Que vous soyez ce que vous voulez- la lie de l’humanité - un parfait être sans âme mais avec de bonnes manières (J.M. Serrat)

La stabilité démocratique et la prospérité de l’Europe occidentale ont toujours été considérées comme d’un intérêt vital pour les États-Unis. Dans ce sens, la politique américaine concernant l’Ukraine doit évaluer soigneusement comment préserver les acquis de l’ordre de paix instauré en Europe après la Seconde Guerre mondiale. La survie de cet ordre est essentielle pour garantir la sécurité régionale une fois la guerre ukrainienne terminée.

Cependant, en 2024, le panorama global reste marqué par la violence, avec plus de 56 conflits armés, parmi lesquels se distinguent le conflit israélo-palestinien, la guerre russo-ukrainienne, ainsi que des affrontements dans des pays comme le Burkina Faso, la Somalie, le Soudan, le Yémen, le Myanmar, le Nigeria, la Syrie et le Congo, entre autres et la liste n’est pas exhaustive. Le manque de visibilité médiatique de ces guerres affecte leur déroulement, diminue la pression internationale - inexistante - et ralentit toute initiative pour parvenir à des cessez-le-feu effectifs. Cela contraste avec le discours prédominant de protection de la paix mondiale.

Dans le domaine économique, la situation n’est pas plus encourageante. Bien que nous partagions une même planète, les réalités économiques sont drastiquement différentes. Par exemple, depuis les années soixante, le taux moyen de croissance de l’économie mondiale a constamment diminué. Le graphique montre l’espoir d’un modèle économique “cinquante-cinquante” dans les années soixante-dix ; cependant, à partir de là, le taux de croissance s’est réduit à moins de 50%.

L’Union européenne (UE), en particulier, fait face à de graves défis économiques. De 2008 à 2023, son taux moyen de croissance n’a été que de 0,9%, ce qui témoigne d’une économie stagnante. Les projections pour 2024 sont tout aussi préoccupantes : on s’attend à ce que la croissance mondiale atteigne 2,5%, mais dans l’UE, elle ne sera que de 1,1%, comparé à 5,0% en Chine et 6,0% en Inde. Cela reflète un net déplacement du pouvoir économique de l’Occident vers l’Orient.

Dans un contexte d’incertitude géopolitique croissante, situation qui ne s’est pas apaisée, l’évolution future des prix de l’énergie reste un sujet de préoccupation pour la majorité des économies de l’UE, en particulier l’Allemagne. Son PIB est en passe de chuter pour la deuxième année consécutive. Les industries à forte intensité énergétique, comme la chimie et la métallurgie, sont en crise. Des champions nationaux comme Volkswagen et ThyssenKrupp ont annoncé des suppressions d’emplois et des fermetures d’usines sans précédent.

Les conséquences de la guerre en Ukraine ont contribué à déstabiliser la politique européenne et ont approfondi les crises du néolibéralisme progressiste. Bien que l’intention initiale était de freiner l’avancée des autocraties globales, nationalistes et de droite en Europe. La polarisation politique a donné lieu à des coalitions gouvernementales fragiles et conflictuelles, comme on peut l’observer dans des pays comme l’Allemagne et la France, où les solutions modérées semblent s’épuiser, ne laissant de place que pour des alternatives extrêmes.

L’arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis, et son approche, compliqueront la refonte militaire européenne, les limitations fiscales et la faible croissance économique empêchent de respecter les engagements en matière de défense. Les pays européens font maintenant face à un dilemme difficile : maintenir l’envoi d’armes et d’équipements à l’Ukraine ou prioriser le réarmement interne pour garantir leur défense territoriale.

La zone euro fait en outre face à des problèmes structurels : manque de capacité industrielle, énergétique et de compétitivité par rapport à d’autres économies mondiales. L’Europe, qui était autrefois un pilier de la stabilité économique, ressemble désormais à une forêt pleine de feuilles sèches, où une simple négligence pourrait déclencher un incendie dévastateur.

Un cas critique est l’axe franco-allemand, qui traverse une période d’instabilité politique et fiscale sans précédent. Les dépenses croissantes en Ukraine et les politiques d’endettement pourraient provoquer une augmentation dangereuse des rendements des obligations du gouvernement français, ce qui affecterait d’autres pays de la zone euro, comme l’Italie, fortement endettés. Contrairement à la crise grecque d’il y a une décennie, une crise dans des économies aussi importantes que la France ou l’Italie pourrait mettre la monnaie unique européenne dos au mur.

Bien que la Banque centrale européenne (BCE) ait créé des outils comme l’Instrument de protection de la transmission (TPI), la mathématique de la dette reste implacable. Selon le Fonds Monétaire International, la dette italienne représentait 137% du PIB en 2023, tandis que la dette française atteignait 111%. Toutes deux ont un déficit de 7,2% et 5,5% du PIB, respectivement, et reflètent un panorama préoccupant.

Dans un futur immédiat, les gouvernements européens devront consacrer plus de ressources à la défense, au changement climatique et au vieillissement de la population, ce qui limitera encore plus leur marge fiscale. Si la Russie vainc l’Ukraine, la panique pourrait pousser à des dépenses militaires démesurées, avec des coupes sévères dans les politiques de bien-être social.

L’Europe ne pourra pas sortir facilement de sa dette. Le FMI projette que l’économie française ne croîtra que de 1,3% au cours des six prochaines années, tandis que l’Italie atteindra un maigre 0,6%. La situation pourrait se détériorer encore davantage si la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine s’intensifie, à quoi s’ajoute le retour de Donald Trump à la présidence.

Suivre aveuglément la stratégie des États-Unis en Ukraine a été une grave erreur pour l’Europe. Ce conflit n’a pas seulement coûté en termes de stabilité politique et économique, mais il met aussi en danger l’avenir même de la région.

*Alejandro Marcó del Pont est un économiste argentin et directeur exécutif du blog El Tábano Economista

El Tábano Economista
Traduction Bernard Tornare
18 Décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Yvenet VILCON d'avec son épouse la dame Yvenet VILCON, née Carlyne LOUIS pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'État civil de la section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peines de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet. Commet l'Huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification du présent jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, Juge en audience civil, ordinaire et publique du jeudi treize juin deux mille vingt-quatre, en presence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY , Greffier du siège.

Il est ordonné....etc

En foi de quoi....et

Me Raymond GUILLAUME, av.

PAR CES MOTIFS

Nous, Me Paul Wesley, juge en siège à l'audience publique de divorce du lundi six (06) juin deux mille vingt-trois (2023), sur les conclusions conformes du Ministère Public représenté par Magistrat Pierre Luckner SANON, maintenons le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse; Admettons le divorce du sieur Dukens LEMAINE d'avec son épouse Ste Helene Badette; Prononçons en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'épouse, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivant du Code Civil; Ordonnons à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compensons les dépens en raison de la qualité des parties; Commettons l'huissier Marvens Thomas de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement.

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Magistrat Paul Wesley, juge en audience civile, ordinaire et publique en matière de divorce du lundi six (06) juin deux mille vingt- trois (2023), An 220ème de l'Indépendance, en présence du Magistrat Pierre Luckner SANON, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Daniel Adrien, greffier du siège.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi..etc...

Me Dady Charles, Av

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du Ministère Public, dit accueillir en la forme, la cause en divorce du sieur Jean Saint Verty LOUIS: Au fond, déclare constants les faits d'incompatibilité de caractères avancés par le demandeur; Admet le divorce sur la base des articles 217 et suivants du code civil haïtien: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre le sieur Jean Saint Verty LOUIS et sa femme née Esthere JEUNE pour incompatibilité de caractères aux torts réciproques des époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Mirebalais de transcrire le dispositif de ce jugement sur les registres destinés à cet effet et ordonne enfin qu'un extrait soit publié dans l'un des quotidiens de la République sous peine de sanctions exigées par la loi: Commet un huissier de ce tribunal pour la signification.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Guy HYPPOLITE, Juge du Tribunal de Première Instance de Mirebalais à l'audience publique et civile de divorce du 28 avril 2024, en présence de Me Jean Thomas LANS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Michel Carleau

ETIENNE, greffier du siège.

Il est ordonné...etc..

En foi de quoi.. etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Nixon PIERRE, d'avec son épouse née Dana Rushdie MYRTIL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Est, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s’éditant a la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers sil y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi cinq Décembre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY

Greffier du siège

Il est ordonné...etc..

En foi de quoi..etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur Aliance JEAN BAPTISTE, d'avec son épouse née CHARLINA CHARLES pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s’il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement: Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi Cinq Décembre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Dominique NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, dit que la possession des requérants Jacques Michel FRANÇOIS, née Dolores Byrona à été troublée, maintient le défaut à l'audience du quatre Juillet deux mille vingt quatre contre les cités; Ordonne l'expulsion des sieurs Louinel Neptune, Monety Adonis, Jeff Adonis, Sergot Jean Pierre, Patrick Neptune, Ernsceau Louis Jean, Dieucibon ainsi connu sur la propriété bornée au Nord par le sieur Jean Philippe, au Sud par Valné Alexis à l'Est par Jacques Mathieu et à l'Ouest par Emile Marcelin ; Condamne les cités conjointement et solidairement à vingt cinq milles (25.000) gourdes de dommages et intérêts pour les préjudices causés ; ordonne la contrainte par corps des cités pour une durée de six mois d'emprisonnement pour les fruits qui ont été perçus pendant l'indue possession et pour le paiement des dommages et intérêts. Donné de nous Me. Antonius ALEXANDRE, Juge de Paix en audience ordinaire et publique du jeudi vingt cinq Juillet deux mille vingt quatre, avec l'assistance du Greffier, Raynold PHILONE, An 219ème de l'indépendance.

Il est ordonné..etc...

En foi de quoi..etc..

Raynold PHILONE, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquences le divorce du sieur Dorilas BERNARD d'avec son épouse née Suze PROVIDENCE pour incompatibilité de caractères aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages et intérêt envers les tiers s'il y échet; compense les dépens en raison de la qualité des parties;

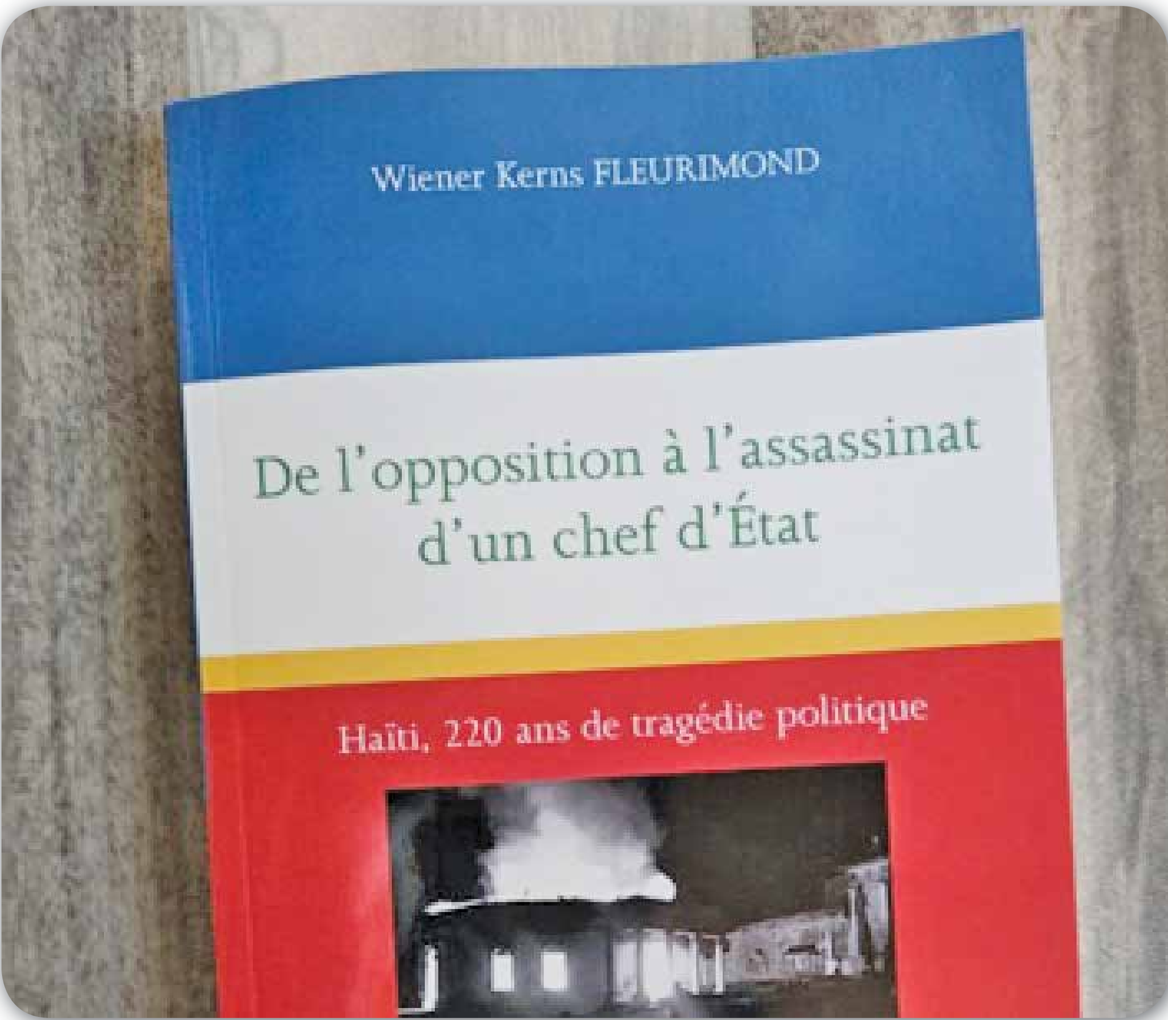
Commet l'huissier Marvens THOMAS de ce Tribunal pour la signification de ce présent Jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Silien PLUVIOSE, Juge en audience civile, ordinaire et publique en matière de divorce du lundi vingt-huit Juin deux mille vingt-deux, An 219" de l'indépendance, en présence du Me. Eddy DERICE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Jean Elie MARCELIN greffier du Siège.

Il est ordonné.. etc...

En foi de quoi.. etc..

Quand Wiener Kerns Fleurimond fait une autopsie philosophico-politique de l'assassinat de Jovenel Moïse dans : De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'Etat, Haïti, 220 ans de tragédie politique !



Quand Wiener Kerns Fleurimond fait une autopsie philosophico-politique de l'assassinat de Jovenel Moïse dans : *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'Etat, Haïti, 220 ans de tragédie politique* !

Par Maguet Delva*

Le journaliste cofondateur de *Haïti Tribune* à Paris et *Haïti Liberté* à New-York, Wiener Kerns Fleurimond, a consacré deux tomes à l'analyse du contexte entourant l'assassinat de Jovenel Moïse, tout en offrant une critique approfondie de la classe politique. Dans ces deux dernières publications, Wiener Kerns Fleurimond a réalisé un vrai travail d'investigation politique. Évoquant cet événement tragique qu'est l'assassinat d'un chef d'État, il n'en analyse pas moins les dynamiques politiques et sociales ayant conduit à ce dénouement dramatique. Ce travail de décryptage ne s'arrête pas à la simple description des faits. Fleurimond utilise une méthode analytique précise pour identifier les responsabilités, les erreurs de gouvernance, et les jeux de pouvoir qui ont façonné cette tragédie. Cela confère à ses écrits une dimension pédagogique pour les lecteurs intéressés par la politique haïtienne contemporaine. L'auteur présente un président instrumentalisé, placé au pouvoir par des forces qui dépassaient largement ses compétences politiques.

Cette absence de vision stratégique et d'autonomie a contribué à le rendre vulnérable, faisant de lui une figure presque « de transition » destinée à servir des intérêts particuliers. L'auteur met en lumière l'isolement progressif de Jovenel Moïse, soulignant que sa présidence manquait de cohérence et de soutien solide. Cette vulnérabilité explique, en partie, pourquoi le président a été la cible d'un assassinat aussi brutal et soigneusement orchestré. L'auteur laisse entendre que le président servait des intérêts étrangers et nationaux qu'il ne comprenait pas entièrement, et qu'il a fini par devenir encombrant pour ces mêmes forces.

Fleurimond pose une question centrale : Qu'a bien pu faire Jovenel Moïse pour mériter un châtiment aussi cruel ? Il soulève le paradoxe d'un président assassiné dans sa propre résidence, sous la surveillance de multiples services de sécurité, et avec un seul témoin oculaire direct : sa femme. Fleurimond pointe du doigt les incohérences des enquêtes et les silences délibérés entourant le crime. La mention de la présence d'individus liés à des agences étrangères, notamment la CIA, renforce l'idée que des puissances extérieures avaient une connaissance préalable des événements. Il dénonce implicitement une complicité silencieuse des ambassades et des forces internationales, suggérant que l'assassinat n'a pas été une surprise pour tout le monde.

Critique de l'opposition

Une des parties la plus intéressante de ces travaux est la mise en parallèle des deux protagonistes : le président Jovenel Moise et l'opposition, en se référant à leurs actions, leurs discours et leurs stratégies respectives. Ce portrait nuancé de la scène politique haïtienne permet de comprendre le contexte de l'assassinat. Cette comparaison donne à voir un président parfois isolé, confronté à une opposition fragmentée et incohérente. Cette mise en perspective révèle les limites des deux camps et montre que l'incapacité à créer un dialogue constructif, ce qui constitue un facteur aggravant de la crise politique.

Fleurimond montre que l'échec n'est pas seulement imputable au pouvoir en place, mais également à une opposition qui a manqué de vision et de stratégie. Il va jusqu'à affirmer que l'opposition a participé à la déstabilisation du pays, sans toutefois être responsable directe de l'assassinat. Cette distinction est cruciale : l'opposition a préparé en quelque sorte le terrain en créant un chaos politique sans être impliquée dans l'acte lui-même. L'un des points forts de ces deux tomes est la critique sans concession de l'opposition haïtienne que l'auteur qualifie d'inefficace, de désorganisée et parfois d'opportuniste.

Il révèle ainsi que certains acteurs de l'opposition n'étaient pas crédibles, ce qui, selon lui, a contribué à la dégradation de la situation politique en Haïti. Cette critique permet de mieux comprendre pourquoi l'opposition n'a pas réussi à incarner une alternative politique solide face au pouvoir en place. Fleurimond présente les responsabilités de chacun, ce qui donne à ses écrits une profondeur réflexive. L'auteur invite les lecteurs à comprendre que ce chaos n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une défaillance systémique où les élites politiques n'ont pas su répondre aux aspirations du peuple.

Il critique également une certaine myopie géopolitique, qui empêche les dirigeants haïtiens de percevoir les forces extérieures qui influencent le destin du pays. Fleurimond adopte une approche quasi comptable de l'actualité haïtienne. Il compile les faits, recoupe les informations et laisse à ses lecteurs le soin de tirer leurs propres conclusions. Cette rigueur méthodologique donne à son ouvrage une crédibilité et une puissance analytique indéniables.

Un auteur engagé

Cette analyse dépasse largement le cadre de ce crime odieux pour poser des questions fondamentales sur la gouvernance haïtienne, la responsabilité de l'opposition et les influences étrangères. Au-delà des figures de Jovenel Moïse et de l'opposition, Fleurimond dresse un portrait sans concession de la classe politique haïtienne. Selon lui, l'incompétence généralisée des dirigeants et leur manque de vision stratégique ont conduit au chaos et à une forme de guerre civile latente. Ce faisant, il propose une réflexion sur l'état de la démocratie en Haïti. Il interpelle ses lecteurs sur la nécessité de réformes structurelles et l'importance de leaders politiques responsables.

Loin d'être un simple observateur, Fleurimond est un auteur engagé qui utilise sa plume pour dénoncer les dysfonctionnements de la société haïtienne. Son écriture est une forme de résistance contre l'inaction, la corruption et le chaos politique. Malgré son passage à l'écriture mémorialiste, Fleurimond Kerns conserve les méthodes d'investigation du journaliste : collecte minutieuse de faits, vérification des sources, recoupement des informations. Cela donne à ses ouvrages une crédibilité et une rigueur qui renforcent ses arguments. Cette rigueur dont il fait preuve à chaque page se traduit par une narration précise, sans compromis, où chaque affirmation est étayée par des faits. Il utilise cette méthode pour déconstruire les discours officiels et mettre en lumière les zones d'ombre entourant l'assassinat de Jovenel Moïse. Cette approche donne au lecteur des outils pour comprendre l'événement au-delà des interprétations superficielles.

L'ouvrage peut être qualifié de vade-mecum mémoriel en sciences politiques, c'est-à-dire un guide exhaustif pour comprendre un événement politique majeur. Chaque élément de l'actualité est traité comme une pièce d'un vaste puzzle argumentatif. Cette approche permet à l'auteur de relier entre eux les faits, les acteurs et les contextes, pour offrir une vision globale de l'assassinat et de ses implications.

Wiener Kerns Fleurimond, *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État: Haïti, 220 ans de tragédie politique !* Editions L'Harmattan, Paris, 2024.

Le National 19/12/2024

* Journaliste politique, écrivain et ancien diplomate à Paris

Ganguérisation !

C'est certain...
Depuis l'assassinat de Dessalines
Tout n'est pas au beau fixe.
Mais on pouvait après coup
Plus ou moins respirer l'air du Bicentenaire
Faire les cents pas le long des quais
Et crier sans échos:
Vive Dumarsais.
Mais aujourd'hui
Avec la ganguérisation des Institutions
On se demande
Oui en vérité on se demande
Si ce pays est Haïti.
Et surtout
D'où vient cette "Génération spontanée"
Qui gouverne
Et mis à bas toutes les Institutions
En vérité, je me le demande.

Cauvin Paul

Mayotte : Au milieu des huées sur l'île, Macron affirme que « sans nous, vous seriez 10 000 fois pire »

Les gens se plaignent de l'inefficacité de l'approvisionnement en eau et en nourriture, une semaine après le cyclone

Le discours a été marqué par les huées des habitants du territoire le plus pauvre de France, qui se sont plaints de l'incapacité du gouvernement à rétablir l'eau et d'autres approvisionnements essentiels sur l'île. « Sept jours et ils ne peuvent pas nous donner d'eau », a déclaré un habitant du quartier de Tsingoni lors de la visite du président.

Chido, le cyclone le plus destructeur à avoir frappé Mayotte ces 90 dernières années, avec des vents d'au moins 220 kilomètres par heure lorsqu'il est arrivé le 14 décembre sur l'archipel, situé à l'est du Mozambique. Le cyclone a détruit une grande partie des infrastructures vitales de l'île, ainsi que des centaines de maisons en bois.

La tour de contrôle de l'aéroport a également subi des dommages importants, de sorte que les vols commerciaux ne devraient pas reprendre avant 10 jours, selon une source municipale. Chido a également provoqué l'interruption de l'alimentation électrique et des communications, ainsi que la perturbation de l'approvisionnement en eau potable, un problème à Mayotte même en temps normal, devenu désormais prioritaire. *« Je comprends votre impatience. Vous pouvez compter sur moi »*, a répondu Macron, précisant que l'eau sera distribuée aux communes de Mayotte.

Jusqu'à présent, le nombre officiel de décès sur l'île causés par le cyclone Chido a atteint 35 ce vendredi (20), selon un rapport des autorités. Le ministère français de l'Intérieur a également fait état de 67 blessés graves et de 2 432 blessés légers, et a prévenu que le bilan était « très difficile à consolider ».Cependant, ce chiffre est considéré comme inexact, car les enterrements immédiats selon la tradition islamique et le grand nombre d'immigrés sans papiers, qui évitent les autorités par peur d'être expulsés, pourraient rendre inconnu le nombre total de morts. *« Ici, nous sommes isolés du monde »*, *« il y a des gens qui dorment dehors, par terre... Les maladies arrivent »*, a prévenu Badirou Abdou, lors d'une visite dans la ville reculée de Tsingoni.



Emmanuel Macron lors d'une visite le vendredi 20 décembre sur l'île de Mayotte, près de Madagascar, où les habitants criaient au président pour avoir de l'eau

Mayotte compte officiellement 320 000 habitants, mais les autorités estiment qu'il pourrait y avoir entre 100 000 et 200 000 habitants de plus qu'officiellement, la plupart venant des Comores voisines et vivant dans les bidonvilles de l'île. Mayotte est devenue une partie de la France en 1841 et a voté pour rester française en 1974, lorsque les Comores ont opté pour l'indépendance.

Outre Mayotte, le cyclone a également touché le Mozambique, tuant 73 personnes. Au Malawi, également touché, 13 personnes sont mortes. Macron a déjà prononcé des phrases controversées lors de discours publics et a été la cible de nombreuses critiques de la part des hommes politiques français et de la presse nationale et internationale.

Selon lui, ces déclarations visaient à « dire les choses telles qu'elles sont », mais de nombreux Français les considéraient comme insensibles ou condescendantes, ce qui a contribué à la forte baisse de sa popularité au cours des sept années où il a été président.

Plusieurs responsables politiques français se sont prononcés sur le discours de Macron. Le chef du Parti socialiste, Olivier Faure, a publié dans Ont-ils déjà la chance d'être Français ? Éric Coquerel, un homme politique français de gauche radicale, a déclaré que le commentaire de Macron était *« totalement indigne »*.

***Avec The** *Guardián*
Édition : Rodrigo Durão Coelho
Brasil de Fato 20 décembre 2024

Suite de la page (12)

sont pas et ne doivent pas être le monopole de la bourgeoisie, de ses partis de droite et de gauche ou encore fascistes. Le prolétariat révolutionnaire doit avoir une position alternative au capitalisme sur toutes les questions dans la perspective de la première phase du communisme et alternative à l'oppression impérialiste dans les néo-colonies, étapes vers le socialisme.

Lénine n'a pas opposé les questions « politiques », « économiques », « démocratiques » aux questions dites « sociétales », mais a œuvré à réaliser une liaison dialectique dans la lutte des classes entre lutte économique, politique et idéologique, entre luttes sectorielles et globales, entre luttes démocratiques et luttes sociales, entre lutte pour les réformes et révolution.

Dans le sillage de Marx et Engels au XIXéme siècle, Lénine puis tous les communistes des révolutions populaires et nationales révolutionnaires indépendantistes du Sud au XXéme siècle et de ce XXIéme siècle, est le théoricien de la révolution qui a démontré que la « question sociale » ne se limite pas à la réforme du droit du travail ou à l'augmentation des salaires et que « la question nationale » ne se limite pas à la proclamation d'un État avec drapeau, hymne et gouvernement local.

En effet, la révolution socialiste communiste implique l'expropriation partielle ou totale selon les réalités concrètes des capitalistes et la révolution indépendantiste implique la souveraineté nationale et populaire sur les richesses du pays. Telles sont les deux conditions en plus du développement des forces productives nationales pour des changements socio-économiques fondamentaux qui concernent, selon les étapes, toute la vie sociale et nationale.

La révolution prolétarienne dans les grands pays capitalistes et/ou la révolution nationale démocratique populaire anti-impérialiste dans les pays dépendants et les néo-colonies changent la nature de classe de l'État selon Lénine. Tout État étant celui de la classe dominante dans l'économie fait de l'État le sujet politique central de toute révolution. L'État n'est ni neutre ni arbitre entre les classes sociales d'une nation, d'un pays. L'État est au service de la classe sociale qui contrôle et profite de l'économie et donc sert à organiser l'activité économique et la société pour les intérêts de la classe sociale dominante. La révolution consiste donc à conquérir le pouvoir d'État, à abolir les anciennes institutions faites pour la classe sociale renversée et à créer de nouvelles institutions adaptées à la classe travailleuse.

On comprend dès lors que le centenaire de la mort de Lénine est un désagréable souvenir pour la classe des capitalistes des pays impérialistes et pour la bourgeoisie compradore des pays dépendants et des néo-colonies et avec eux pour tous les réformistes et opportunistes qui ont révisé le Marxisme-Léninisme pour désarmer le mouvement ouvrier, les classes laborieuses et les peuples opprimés.

Alors, il est temps de renouer avec le Marxisme-Léninisme comme guide scientifique pour l'action révolutionnaire des classes laborieuses pour l'émancipation sociale et des peuples pour la libération nationale comme l'ont fait nos camarades communistes de Chine, de Corée du nord, du Vietnam et de Cuba.

Fernent
20 Décembre 2024

Suite de la page (9)

of a priest or priestess, says spirits have often guided him in his artistic practice.

Julemus used to be a Christian. In 2014, he joined a seminary to become a Catholic priest, but he was expelled two years later for not respecting established rules.

"Lakou Sekrè opens its doors to all those who want to integrate."Rachelle ZéphyrinLakou Sekrè society

He admits to feeling a constant presence reminding him that he didn't belong during his two years at the seminary. After his expulsion in 2016, Julemus spent almost six months working as a *Badjikan*, an assistant to a *Hougan* or *Mambo*, with his uncle in Port-au-Prince.

At first, he did it to make money. "I never paid any attention to the fate that was waiting for me," he says.

It wasn't until 2019, two years after entering the Faculty of Fine Arts at the Henri Christophe campus in Limonade, that Julemus joined a Vodou society called Yanvalou, which has since closed due to a lack of economic resources. He still practices Vodou and believes that one doesn't need to belong to a society to do so.

"I think all religious assemblies, whether it's Vodou or Christian churches, all have good unique features. You just have to know how to take advantage of them," he says. "Sometimes I go to Catholic churches because I feel the need for some ritual that is only done in the Catholic church."

He believes that the influence of new role models has made young people more comfortable with Vodou. He's happy that the perception of the religion is changing in Haiti and that more people are embracing it. "However, I don't think that all Haitians are under any obligation to practice Vodou," he says. "Everyone is free to make their own choices according to their own beliefs and convictions."

To him, no religion is superior or inferior to another. "I'm a Vodou practitioner," he says, "but I've also gone to church occasionally because churches have very interesting spiritual rites."

Meanwhile, Bertil believes that the revival of Vodouism could help Haiti emerge from its socioeconomic and political crisis. "Vodou helped the Haitian people to overcome slavery and colonization. It can still help us out of this alarming impasse," he says, referring to the challenges that have plagued Haiti in recent years, such as the breakdown of institutions, frequent natural disasters and gangs exerting control over more than half the country.

Bertil is convinced that all Haitians are linked to Vodou, and he encourages the young people who choose this path to stay with it, but he also believes that everyone is free to practice the religion of their choice.

This article was first published in Global Press Journal. Verlande Cadet is a Global Press Journal reporter based in Haiti.

TRANSLATION NOTE
Megan Spada, GPJ, translated this article from French.

Suite de la page (5)

\la république insulaire qui a été la pionnière de l'émancipation des Noirs pour le reste du monde.

Si l'on considère la gravité des menaces mortelles auxquelles nous sommes confrontés, le peuple haïtien est, selon les mots de Gina Athena Ulysse, *« appelé à provoquer des changements dans le monde »*. Le climat actuel d'anti-haïtianisme représente des échos terrifiants de la loi sur les esclaves fugitifs, exigeant le courage d'une Harriet Tubman, d'une Defilee, d'un Anacaona. Nous devons nous tenir debout dans ces grandes chaussures que nos ancêtres nous ont laissées.

Nous terminons avec les mots de François Pierre-Louis en conclusion de son article pour la série NACLA : « *Une fois que nous avons rassemblé nos forces, rien ne peut nous arrêter.* »

Darlène Dubuisson *est professeure adjointe d'anthropologie culturelle à l'Université de Pittsburgh. Elle travaille sur les questions de l'anti-noirisme mondial, de la migration et de la diaspora, ainsi que des crises et des futurs, avec une focalisation géographique sur les Caraïbes et l'Amérique latine. Elle est l'auteure de Reclaiming Haiti's Futures: Returned Intellectuals, Placemaking, and Radical Imagination.*

Mark Schuller *est professeur d'anthropologie et d'études sur les organisations à but non lucratif et les ONG à la Northern Illinois University. Ses huit livres incluent Humanity's Last Stand: Confronting Global Catastrophe, et il a co-réalisé/coproduit Poto Mitan. Schuller a reçu le prix Margaret Mead, le prix Anthropology in Media et le prix d'excellence de l'Association des études haïtiennes.*

Nacla
21 novembre 2024

Chine : l'ancien secrétaire du Parti communiste est exécuté pour corruption



Au centre l'ancien secrétaire du Parti communiste Li Jianping

Li Jianping, qui a dirigé le comité de travail du Parti communiste de la zone de développement technologique de Hohnot entre 2011 et 2018, a participé au plus grand scandale de l'histoire chinoise, en empochant 421 millions de dollars.

Li a détourné cette somme en profits illégaux, ce qui en fait la somme la plus importante dans une seule affaire de corruption.

En 2019, Li a été expulsé du parti et en 2022, il a été condamné à mort. Il a fait appel en août 2024, mais a finalement été exécuté.

Depuis que Xi Jinping a été élu président de la Chine en 2013, il a mené une campagne anti-corruption qui a condamné plus d'un million de membres du parti, dont deux ministres de la Défense et des dizaines de responsables militaires.

Résumé latino-américain, 18 décembre 2024

États-Unis : grève nationale des chauffeurs d'Amazon

Par Tatiana Cozzarelli et Luigis Morris



Les travailleurs d'Amazon en grève !

Le 19 décembre entrera dans l'histoire des États-Unis.
Pour la première fois, les travailleurs de chez Amazon se sont mis en grève dans tous les États-Unis. La mobilisation s'est entamée dans sept centres de distribution. Au beau milieu de la saison du consumérisme hivernal, les travailleurs de chez Amazon sont contraints de faire d'insupportables heures supplémentaires pour gérer l'excès de demande.

D'autres sites d'Amazon se mettront en grève dans les prochains jours : à New-York (JFK8), à Atlanta (DGT8), un à Skokie dans l'Illinois (DIL7), un à San Francisco (DCK6), et trois dans le Sud de la Californie (DFX4, DAX5 et DAX8) ; et quelques autres.

Jeudi, à six heures du matin, sur le site DBK4 dans le Queens (New-York), des centaines de chauffeurs ont rejoint le piquet et refusé de décharger leurs colis. Ils commencent à discuter de la grève avec leurs collègues, certains rentrent tout de même pour le travail, mais d'autres sont convaincus de rejoindre le piquet. Beaucoup qui étaient venus travailler sur le site se garent finalement à l'extérieur et rejoignent leurs collègues en grève. La solidarité croît parmi les travailleurs. Un chauffeur en grève dit à un autre, pour le convaincre de le rejoindre : « On travaille pour rien, sans protection, on gagne presque rien, et on travaille pour ce patron richissime qui nous exploite. Cette grève, c'est pour notre respect. » Les grévistes ont aussi été rejoints par des travailleurs de la santé, des chauffeurs d'UPS (un service postal), des étudiants et des jeunes, tous venus en solidarité à cette grève historique.

La police est aussi arrivée dès la première heure, plus précisément le Strategic Response Group, connue pour sa répression brutale des manifestants pour la Palestine. Les policiers ont arrêté un chauffeur et un ex-routier syndicaliste, [un « teamster », membre de la International Brotherhood of Teamsters (IBT), syndicat des chauffeurs routiers]. Le chauffeur, qui sortait du site en conduisant un camion plein de colis, s'est arrêté pour parler aux grévistes. En réponse, la police l'a attrapé et tiré de force du véhicule pour l'arrêter – une scandaleuse tentative d'intimidation. Ce chauffeur a été libéré et la détermination des grévistes est intacte. Ils ne reculeront pas.

David contre Goliath
Les travailleurs de chez Amazon sont parmi les salariés les plus exploités, dont les dos et les corps finissent brisés par les exigences éreintantes de ce travail. Ils sont traités comme des robots, déshumanisés par les épouvantables conditions de travail d'Amazon. Et pourtant, ils tiennent tête à la deuxième personne la plus riche du monde, Jeff Bezos, et au deuxième plus grand employeur du pays : Amazon. Évaluée à deux billions de dollars, Amazon a refusé de reconnaître le syndicat formé par près de 10 000 travailleurs dans tout le pays. L'entreprise continue d'ignorer les droits des travailleurs à la négociation, au prétexte que leur syndicat n'existe pas – un véritable crachat au visage de ceux qui se sont battus pour le créer, ainsi pour tous leurs collègues. *« Amazon est l'une des plus grandes et plus riches entreprises du monde, explique Gabriel Izizarry, chauffeur du site DIL7 à Skokie. Ils en font des caisses pour dire qu'ils prennent soin de leurs salariés, mais quand la question se pose vraiment, Amazon ne nous respecte pas, ni nous ni notre droit à pouvoir négocier pour de meilleures conditions de travail, ou des augmentations. On ne peut même plus payer nos factures. »*

Ces travailleurs sont essentiels, et pourtant on les laisse se détruire le corps pour les profits d'Amazon. Aujourd'hui, ils en ont assez. Les grévistes réclament la reconnaissance de leur syndicat, la renégociation de leur contrat, et de réels changements – la fin des heures supplémentaires obligatoires et un salaire minimum de 30 dollars l'heure.

Une victoire des grévistes d'Amazon ferait basculer le rapport de force pour l'ensemble de la classe ouvrière, et pourrait en inspirer d'autres à se mettre en grève et à se battre pour leurs droits. Le monde suit cette grève dans cette industrie si cruciale. La lutte des travailleurs d'Amazon est directement liée au mouvement ouvrier en général, et d'autant plus dans le contexte de la pandémie, alors que de plus en plus de travailleurs forment des syndicats et réclament de meilleures conditions de travail. Il suffit de regarder les grèves chez Boeing et dans l'industrie automobile qui ont permis d'obtenir d'importantes augmentations de salaire. Ils font partie d'une vague grandissante de résistance ouvrière.

C'est pour cette raison que la police a réagi si violemment, en arrêtant un chauffeur et un syndicaliste venu en solidarité.

Solidarité avec les grévistes d'Amazon !
Les arrestations ne résument pas ce premier jour de grève, qui a reçu de très nombreux signes de solidarité. Des soutiens d'autres secteurs de la classe ouvrière, des associations et des organisations de gauche sont venus sur le piquet lui manifester un inébranlable soutien.

Bezos a dépensé des millions pour réprimer les syndicats. Amazon veut que les travailleurs se sentent isolés et oubliés. Mais s'ils se lèvent, nous nous levons à leurs côtés.

La lutte des travailleurs d'Amazon est la nôtre. Bezos a récemment fait un don d'un million de dollars aux fonds pour l'inauguration de Trump. Amazon fournit ses services à l'État génocidaire d'Israël, des liens dénoncés par ses travailleurs. L'entreprise collabore avec la police et l'ICE (Police des frontières), des organisations qui protègent la fortune de Bezos et terrorisent les travailleurs d'Amazon et les migrants. Qui est solidaire avec la Palestine, avec Black Lives Matter, qui s'oppose à Trump, doit aussi être solidaire des travailleurs d'Amazon.

Left Voice 19 décembre 2024
Révolution Permanente 20 décembre 2024

Nexperia Philippines licencie quatre responsables syndicaux !



Nexperia Philippines



Interférant dans les activités syndicales, Nexperia Philippines a licencié abusivement quatre responsables syndicaux, dont la Présidente du syndicat, Mary Ann Castillo. Crédit photo : MWAP

Le Syndicat des travailleurs de Nexperia Philippines Inc. est affilié à IndustriALL par l'intermédiaire de l'Alliance des métallurgistes des Philippines (MWAP). Après que le Syndicat des travailleurs de Nexperia Philippines a réussi à négocier le retour au travail des travailleuses licenciées en octobre, il a repris les négociations collectives avec l'employeur.

Mais hier, Nexperia Philippines a licencié quatre dirigeants syndicaux, les accusant d'avoir bloqué les points d'entrée et de sortie le 15 novembre. Cependant, les responsables du syndicat ne faisaient qu'informer les membres de l'état d'avancement des négociations collectives.

Selon le syndicat, cette action démontre la mauvaise foi de l'employeur dans les négociations d'une CCT et vise à affaiblir le syndicat. Le syndicat a fait l'objet de pratiques antisyndicales et de pratiques de travail déloyales tout au long de l'année et plusieurs préavis de grève ont été déposés pour des conflits en cours.

Julius Carandang, Secrétaire du MWAP, a déclaré : « *Les négociations pour une CCT, qui durent depuis près d'un an, ont exercé une pression considérable sur les travailleurs et travailleuses, aboutissant à une impasse qui les a contraints à déposer un préavis de grève. Cette démarche est une réponse claire à l'inaction de la direction face aux revendications raisonnables du syndicat pour de meilleures conditions de travail et des avantages sociaux adéquats.*

L'appel de la MWAP à l'unité de tous les travailleurs, en particulier dans le secteur de l'électronique, est crucial pour démontrer une force collective contre toute forme d'exploitation. Le combat des travailleurs et travailleuses de Nexperia est aussi le combat de tous les travailleurs philippins qui s'efforcent d'obtenir un traitement humain, des salaires équitables et la sécurité d'emploi. »

Alexander Ivanou, Directeur pour l'industrie des TIC, de l'électricité et de l'électronique auprès d'IndustriALL, a pour sa part déclaré : *« IndustriALL condamne fermement le licenciement injuste des quatre dirigeants syndicaux, dont la Présidente du syndicat. Il s'agit d'une attaque flagrante contre les droits des travailleurs qui visent à saper le syndicat et ses efforts de négociation collective. Ces mesures de rétorsion confirment la mauvaise foi de l'entreprise et ses pratiques antisyndicales persistantes tout au long de 2024. Nous sommes solidaires du syndicat et appelons Nexperia à réintégrer immédiatement les dirigeants licenciés et à respecter les droits des travailleurs et travailleuses à un traitement équitable et à la négociation. »*

IndustriALL
18 décembre 2024

Îles Chagos : Maurice remet en cause l'accord avec le Royaume-Uni

Retour à la case départ pour Maurice et la Grande-Bretagne. Les deux pays vont repartir à la table des négociations pour la souveraineté des îles Chagos. Le nouveau gouvernement mauricien ayant remis en cause l'accord conclu avec Londres le 6 octobre dernier.

En vertu de ce texte, les Britanniques s'engageaient à transférer la souveraineté de ces territoires à Maurice. Et devraient garder le contrôle de la base militaire américano-britannique, située sur la plus grande des îles, Diego Garcia, pendant au moins 99 ans.

Inadmissible pour Navin Ramgoolam, le nouveau Premier ministre mauricien. Il a d'ailleurs accusé son prédécesseur de '' haute trahison", pour avoir signé un accord qu'il qualifie de '' capitulation" face à Londres. Et demande du temps pour sa réécriture.

Le gouvernement britannique a réitéré mercredi, sa volonté de céder à l'île Maurice, les territoires qu'elle revendique depuis des décennies.

Alors que Washington redoute la mainmise future de la Chine sur la base stratégique de Diego Garcia, au terme de la souveraineté britannique. Une ligne défendue notamment par Donald Trump et sa future administration.

Africa News
19 Décembre 2024



Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

AUTOS WANTED

We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Prepare for power outages with Briggs & Stratton® PowerProtect(TM) standby generators - the most powerful home standby generators available. Industry-leading comprehensive warranty - 7 years ($849 value.) Proudly made in the U.S.A. Call Briggs & Stratton 1-888-605-1496

HOME IMPROVEMENT

Do you know what's in your water? Leaf Home Water Solutions offers FREE water testing and whole home water treatment systems that can be installed in as little one day. 15% off your entire purchase. Plus 10% senior & military discounts. Restrictions apply. Schedule your FREE test today. Call 1-866-247-5728

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime

Impérialistes, ne touchez pas à la Syrie ! Solidarité avec le peuple syrien ! *Déclaration du Parti communiste Britannique*

Le Parti communiste exprime sa solidarité avec le peuple syrien à la suite de la chute du gouvernement Assad et de la prise de Damas par les forces islamistes fondamentalistes et djihadistes. Ces forces ont été armées, financées, organisées et dirigées par les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'OTAN, la Turquie et Israël depuis plus d'une décennie.

Les puissances impérialistes ont orchestré la tragédie qui se déroule en Syrie depuis 2011 et qui a entraîné des massacres, le déplacement de millions de personnes et la montée en puissance de groupes djihadistes, dont le soi-disant État islamique. L'objectif des puissances impérialistes est de démembrer la Syrie et de s'assurer qu'un État complaisant soit en place pour garantir leur contrôle des richesses pétrolières de la Syrie et de la position stratégique du pays au Moyen-Orient.

Les régions orientales de la Syrie sont occupées par les États-Unis et leurs mandataires depuis 2015 jusqu'à aujourd'hui. Le moment choisi pour cette nouvelle offensive coïncide clairement avec le génocide israélien à Gaza, sa guerre contre le Liban et les objectifs israéliens dans la région. Les bombardements israéliens de la Syrie ces dernières semaines avaient clairement pour but de ralentir l'avancée des djihadistes. La chute du gouvernement Assad a été



décidée et planifiée à Washington, Tel Aviv et Ankara, pas en Syrie.

L'utilisation de fondamentalistes islamistes barbares est bien établie dans le manuel de stratégie impérialiste, de l'Afghanistan à la Libye et maintenant en Syrie et ailleurs. Les États-Unis, Israël et d'autres alliés de l'OTAN créent et arment ces groupes sans se soucier des massacres et autres crimes qu'ils commettent.

La propagande méprisable diffusée la semaine dernière par les médias d'État et monopolisés au sujet des « djihadistes modérés » ne devrait réconforter personne. C'est une insulte à tous ceux qui ont été massacrés ou ont été transformés en réfugiés par ces « groupes modérés » en Syrie depuis plus d'une décennie. Le règne de ces groupes n'apportera ni la paix ni la réconciliation en Syrie. Il est bien plus probable que cela produise une escalade de la violence sectaire, un État en faillite, des millions de réfugiés et une déstabilisation encore plus grande dans la région. Et tout comme en Libye, les puissances impérialistes et les monopoles profiteront de l'occasion pour piller les richesses pétrolières.

Le rôle de la Grande-Bretagne dans la tragédie qui se déroule en Syrie depuis 2011, en tant que membre de l'OTAN et partenaire junior des États-Unis, ne doit pas être négligé. L'État britannique a contribué à financer et à armer les organisations terroristes qui ont maintenant pris d'assaut Damas. Par le biais du Fonds pour les conflits, la stabilité et la sécurité, la Grande-Bretagne a aidé l'opposition syrienne à hauteur de 215 millions de livres sterling via 13 projets différents qui – selon un rapport – ont coïncidé avec la résurgence de Hay'at Tahrir al-Sham (« HTS »), un groupe affilié à Al-Qaïda, à Idlib.

Les noms de la plupart des groupes d'opposition syriens financés par le ministère britannique de la « Défense » mal nommé restent secrets ; Cependant, on sait que les affiliés de HTS, Harakat al-Hazm et Jaish al-Islam, font partie des bénéficiaires.

Si le mouvement pacifiste et anti-guerre en Grande-Bretagne a empêché les frappes militaires directes contre la Syrie en 2013, nous n'avons pas réussi à nous mobiliser contre l'implication britannique en Syrie et l'utilisation de l'argent britannique pour financer et armer les djihadistes. Trop de gens ont avalé l'idée selon laquelle l'État britannique a le droit et même le devoir de « renverser les dictateurs » à l'étranger avec bienveillance. Nous avons vu les conséquences pour les peuples d'Afghanistan, d'Irak, de Libye et d'ailleurs.

Des millions de réfugiés ont déjà fui la guerre en Syrie, des milliers d'entre eux tentant désespérément de traverser la Manche. Les nouveaux arrivants seront diabolisés et attaqués par les mêmes États qui ont fourni les armes aux djihadistes qui les ont forcés à fuir. Lorsque vous exportez des armes, vous importez des réfugiés. Pourtant, Keir Starmer applaudit la victoire des djihadistes en Syrie tout en affirmant que « stopper les petits bateaux » est sa principale priorité.

Les mouvements pacifistes et anti-guerre doivent redoubler d'efforts pour mettre fin à l'implication de l'État britannique dans le financement et l'armement des conflits au Moyen-Orient et dans le monde. Prévenir et mettre fin aux complots impérialistes de notre propre classe dirigeante est l'un de nos devoirs les plus importants.

Le Parti communiste britannique appelle à :

La fin de l'implication de l'État britannique et d'autres puissances impérialistes dans la guerre en Syrie.

La fin de la violence et l'autodétermination du peuple syrien.

La solidarité avec le peuple syrien, en particulier avec les femmes, les minorités ethniques et religieuses, les gays et les lesbiennes et avec nos camarades des partis communistes syriens – qui sont tous confrontés à la violence et à la répression aux mains des djihadistes.

Les impérialistes ne touchent pas à la Syrie ! Rejoignez la lutte pour mettre fin à l'impérialisme britannique !

Parti communiste Britannique
Londres, Grande-Bretagne
8 décembre 2024